



Université d'Ottawa - University of Ottawa

PERMISSION DE REPRODUIRE ET DE DISTRIBUER LA THÈSE

PERMISSION TO REPRODUCE AND DISTRIBUTE THE THESIS

NOM DE L'AUTEUR / NAME OF AUTHOR:	FOREST, Mariève
ADRESSE POSTALE / MAILING ADDRESS:	508 RUE SAINT-JEAN GATINEAU QC J8P5Y7
GRADE / DEGREE:	ANNÉE D'OBTENTION / YEAR GRANTED
M.A. (Sociologie)	2003
TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS: LA COMPLEXITÉ COMMUNICATIONNELLE DE L'ACTION COLLECTIVE, POUR SE RÉINVENTER	

L'auteur permet, par la présente, la consultation et le prêt de cette thèse en conformité avec les règlements établis par le bibliothécaire en chef de l'Université d'Ottawa. L'auteur autorise aussi l'Université d'Ottawa, ses successeurs et cessionnaires, à reproduire cet exemplaire par photographie ou photocopie pour fins de prêt ou de vente au prix coûtant aux bibliothèques ou aux chercheurs qui en feront la demande.

The author hereby permits the consultation and the lending of this thesis pursuant to the regulations established by the Chief Librarian of the University of Ottawa. The author also authorizes the University of Ottawa, its successors and assignees, to make reproductions of this copy by photographic means or by photocopying and to lend or sell such reproductions at cost to libraries and to scholars requesting them.

Les droits de publication par tout autre moyen et pour vente au public demeureront la propriété de l'auteur de la thèse sous réserve des règlements de l'Université d'Ottawa en matière de publication de thèses.

The right to publish the thesis by other means and to sell it to the public is reserved to the author, subject to the regulations of the University of Ottawa governing the publication of theses.

N.B. LE MASCULIN COMPREND ÉGALEMENT LE FÉMININ

9 janvier 2003

DATE

Mariève Forest
(AUTEUR) SIGNATURE (AUTHOR)



Université d'Ottawa • University of Ottawa



Université d'Ottawa - University of Ottawa

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES

FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES

FOREST, Mariève

AUTEUR DE LA THÈSE - AUTHOR OF THESIS

M.A. (Sociologie)

GRADE - DEGREE

Sociologie

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT - FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

TITRE DE LA THÈSE - TITLE OF THE THESIS

La complexité communicationnelle de l'action collective,
pour se réinventer

Joseph-Yvon Thériault

DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS SUPERVISOR

EXAMINATEURS DE LA THÈSE - THESIS EXAMINERS

M. Kérisit

M.B. Tahon

J.-M. De Koninck, Ph.D.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES ÉTUDES
SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES

SIGNATURE

Joseph-Yvon Thériault
DEAN OF THE FACULTY OF GRADUATE
AND POSTDOCTORAL STUDIES

Mariève Forest

0001585029

La complexité communicationnelle de l'action collective,
pour se réinventer

Thèse de maîtrise en sociologie

Université d'Ottawa

© Mariève Forest, Ottawa, Canada, 2003



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-79354-0

Canada

À mon amoureux, ses efforts
À mon chouchou, ses sourires
À notre bébé à venir, son énergie

Je désire les remercier d'avoir partagé leur temps et leurs conseils :

monsieur Joseph Yvon Thériault,
madame Marie-Blanche Tahon,
madame Michelle Kerisit
et madame Monique Haicault.

Toute ma gratitude (vraiment) à Denis,
qui a fait en sorte que mon film devienne réalité.

Et puis un gros merci pour tout cet amour partagé de près ou de loin
par ma famille et mes amis.

Table des matières

Résumé	2
Introduction générale	3
 PREMIÈRE PARTIE	
Abstractions concrètes	
I Une communication souhaitée par des acteurs	11
II Le conflit antagonique et la mésentente	26
III L'expression de l'identité collective	55
 DEUXIÈME PARTIE	
Concrétisations abstraites	
IV L'audiovisuel pour mieux comprendre l'action collective	76
V Regard sur l'article vidéo	90
 Conclusion générale	 103
 Annexe I	
Lettre de présentation	109
Formulaire de consentement	111
 Annexe II	
Ordre du jour	113
 Annexe III	
Liste des figures	115
 Bibliographie	 117

RÉSUMÉ

Par ce document écrit, accompagné d'un document audiovisuel, nous avons voulu jeter un regard différent sur l'action collective. Afin de mettre en valeur le caractère construit de l'action collective, nous nous sommes attardé aux processus communicationnels et aux langages créés ou échangés. Ainsi, nous avons pu établir des liens entre les formes que prend la communication sociale aujourd'hui et les formes épousées par l'action collective. Ces considérations assez générales donnent sens à l'action collective et éclairent les pratiques quotidiennes des acteurs. Ensuite, c'est par les catégories de la pratique, comme le corps, l'espace, le temps, les images créées et les paroles échangées, que l'originalité et la complexité communicationnelle de l'action collective sont mises à jour. C'est alors qu'une compréhension plus prononcée des significations données par l'acteur, des champs et objectifs de l'action, de l'identité découlant du collectif et du conflit poussant à l'action, est possible.

INTRODUCTION

Depuis quelques années, nous sommes témoins de grandes manifestations qui unissent individus, groupes et associations sous le thème de l'anti-mondialisation. Elles retiennent notre attention, et celle des médias, par l'ampleur qu'elles prennent et par l'opposition claire qu'elles présentent aux gouvernements et aux instances internationales. Un message se dessine, qui prône une mondialisation plus sociale et moins économique, plus inclusive et moins élitiste. Un mouvement se met en place, qui propose des solutions et des plans d'actions afin de répondre à ces idéaux. Nous assistons donc à l'heure actuelle à l'élaboration d'un mouvement aux couleurs planétaires. Son ampleur justifie dès lors un intérêt théorique et empirique renouvelé pour les mouvements sociaux. Elle réaffirme la pertinence et la signification des mouvements sociaux en société, de même que la nécessité d'une compréhension toujours plus approfondie de ce phénomène.

Afin que cette compréhension soit effective, nous nous devons d'aller au-delà des événements publics, et nous attarder aux processus qui sous-tendent la construction d'une action collective. En effet, le thème unificateur, qu'est le rejet de la mondialisation actuelle, cache une évolution spatio-temporelle, de même qu'une grande variété de conflits, de demandes, d'objectifs, de significations, d'identifications et de rapports sociaux. Selon Alberto Melucci, une telle approche, qui conçoit les mouvements sociaux comme des construits ou des processus, rend intelligible à la fois les actions des acteurs,

et les systèmes de relations à travers lesquels ils produisent leurs objectifs, leurs valeurs et leurs discours (1996, p.15). Nous la ferons nôtre.

Nous chercherons en effet à présenter une approche de l'action collective qui rende compte de la complexité du phénomène. Ainsi, nous ne nous limiterons pas à l'analyse du mouvement dit "anti-mondialisation"; nous souhaitons plutôt, à travers une démarche théorique d'abord, puis empirique, approfondir les connaissances sur l'action collective en général. L'effort théorique d'Alberto Melucci, sera donc central dans notre recherche. Ce sociologue italien a développé au fil des ans une théorie de l'action collective qui nous servira de point de départ à des analyses plus précises sur l'aspect communicatif de cette action. Nous compléterons d'ailleurs ces théorisations par un article vidéo qui présentera une association communautaire et qui mettra l'accent sur les divers procédés communicationnels utilisés par celle-ci. Mais avant d'élaborer davantage notre projet de recherche, voyons d'abord ce que sous-tend l'idée d'action collective.

Ce concept symbolise "a set of social practices (i) involving simultaneously a number of individuals or groups, (ii) exhibiting similar morphological characteristics in contiguity of time and space, (iii) implying a social sense of what they are doing" (Melucci, 1996, p.20). En ce sens, une certaine unité doit côtoyer une pluralité d'attitudes, de significations et de relations à l'intérieur d'une même action collective. Ainsi, autant ce qui contribue à établir l'homogénéité que ce qui participe à conserver l'hétérogénéité doit être considéré.

Cette définition de l'action collective, assez large, nous amène à penser que cette dernière peut prendre des formes variées. Trois éléments peuvent être analysés afin

d'approfondir notre compréhension de l'action collective et de mieux en cerner les formes : les *objectifs* fixés, les *significations* que prennent les différentes actions pour les différents acteurs, de même que l'*environnement* dans lequel s'élabore et se réalise l'action. L'analyse de ces différents éléments permettra ensuite de déterminer les diverses manifestations de l'action collective. A. Melucci présente un schéma illustrant les orientations majeures possibles (p.26) :

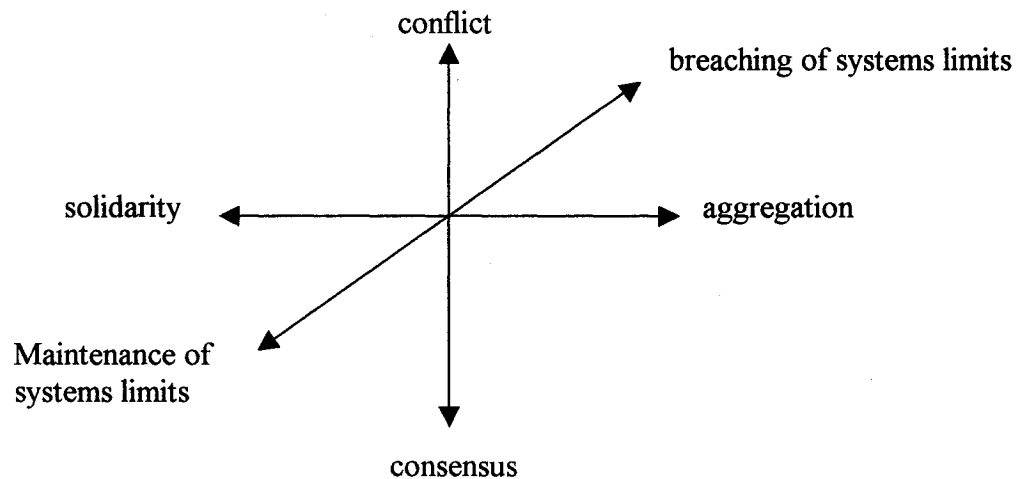


figure 1

Ainsi, selon les directions prises par l'action, l'on pourra introduire des catégories d'analyses plus précises et parler, par exemple, de *compétition*, de *déviance*, de *coopération*, de *rituel* ou de *mouvement social*. Melucci insiste pour dire que ce sont des catégories utiles à des fins d'analyse, mais qu'elles ne se retrouvent pas à l'état pur en société. Elles représentent les cas limites d'un continuum d'attitudes face à l'action collective.

Nous serons davantage intéressés ici par les types d'action collective se rapprochant du mouvement social car cette catégorie présente une certaine forme de

solidarité, rend un conflit visible et se trouve à la limite de compatibilité d'un système. Sachant que les conflits ne trouvent à être exprimés qu'à travers le langage quel qu'il soit (Melucci, 1996, p.47-48) ; qu'un niveau élevé de solidarité suppose l'élaboration de modes d'expressions communes et une intercompréhension élevée ; et qu'une scission sociale telle qu'exprimée dans un mouvement social implique une communication externe difficile; nous pensons que les formes que revêt la communication dans de telles situations, lui donnent une importance particulière pour la compréhension de l'action collective, surtout lorsqu'elle tend vers le mouvement social. Bien sûr, la communication est présente dans l'ensemble du tissu social, mais ici elle semble être au coeur des objectifs, des significations et de l'environnement de l'action collective.

Avant d'aller plus loin, prenons un temps pour procéder à des clarifications conceptuelles. Nous abordons et aborderons les concepts de communication, de messages, de langage et d'autres encore ; mais de quoi est-il question au juste ? En fait, nous ne chercherons pas à arrêter notre propos sur un concept en particulier. Nous croyons que ceux-ci se complètent et reflètent différentes réalités. Bien qu'ils soient expliqués plus en détail dans le premier chapitre, nous préciserons dès maintenant brièvement de quelle façon nous les utiliserons.

Dans un premier temps, en tant qu'individu membre d'une société ou d'une culture, nous vivons une expérience du monde (matérielle et symbolique) qui nous amène à élaborer une connaissance du monde particulière. Cette connaissance du monde est partagée par d'autres individus et permet l'élaboration d'un langage commun à un groupe, une culture ou une société. Puisqu'ici, nous étudions l'action collective, nous préciserons que cette action présuppose un langage commun à un groupe particulier

mais que cette action participera aussi à façonner ce langage afin qu'il soit compris et entendu par l'ensemble de la population. Ensuite, pour rendre l'action effective, le langage du groupe deviendra un message ou un signe nouveau lancé à différents membres de la société. Ce message représentera les idéaux du groupe que l'on voudra partager afin que de plus en plus de personnes aient ces mêmes idéaux. Comme dans notre appréhension de l'action collective, il y a conflit, peu importe le degré, au départ, la communication est difficile, d'où l'emploi du concept de message qui s'avère être davantage à sens unique. Une communication efficace avec les membres, la population et les opposants, demeure malgré tout l'objectif des acteurs. Des actions sont donc mises en oeuvre afin que le langage de ces acteurs regroupés devienne langage accepté ou partagé par les pouvoirs établis et une population plus vaste.

Ainsi, nous croyons que les mouvements sociaux ont cette particularité de créer ou du moins d'utiliser un langage original, qui se présente sous forme de mots, d'idées, de comportements, d'images, de symboles, d'une présentation de soi, d'espaces, de temporalités ou autres. La réinvention collective et sociale est au coeur de leurs actions. Ils cherchent en réalité à construire, à informer, à transmettre et éventuellement à légitimer des messages, qui sont au départ opposés, ou au moins marginaux, par rapport à ceux de certains pouvoirs établis. Sans réduire les mouvements sociaux à la communication d'une expérience du monde différente, nous croyons que l'étude des processus reliés au langage propre à un mouvement social en dit beaucoup sur les acteurs, les conflits, les significations, les identifications, les structures et les systèmes touchés. Des premiers gestes et paroles échangés lors d'une rencontre informelle, en passant par le discours officiel formulé à une tribune, jusqu'à la légitimation sociale de

certaines idéaux et comportements, on réalise qu'un message est présent dans la plupart des espaces / temps des mouvements sociaux et qu'une communication toujours plus efficace est souhaitée par les acteurs.

N'oublions pas qu'à travers la nouveauté de leur message, les acteurs sociaux auront à utiliser certains codes de communication communs à l'ensemble de la société, afin que leur message soit réellement entendu. Ils veulent en effet rejoindre différents systèmes politiques, réseaux, groupes de citoyens ou individus. Bien qu'un conflit social soit à la source de leur action, de tels groupes ne cherchent pas à se retirer de la société (sauf certains groupes « anarchistes ») ; ils désirent établir une communication, à leur image certes, cependant efficace. Ainsi, dans tous les cas, l'originalité des procédés communicationnels se conjugue à un certain conformisme, à différents niveaux, qui permettra éventuellement l'intégration sociale de nouvelles normes sociales.

Enfin, nous pensons que l'action collective présuppose une expérience du monde, une connaissance du monde, une culture particulière qui participe à la production d'un langage à la fois singulier et social. Ce langage prend sens et donne sens à l'action collective. Ce langage participe à la création et à la transmission des objectifs d'une action. Ce langage naît et s'élabore dans des conditions matérielles et un environnement particulier. Bref, si nous revenons aux présupposés théoriques de Melucci, le langage pénètre les composantes essentielles d'une action collective, soit ses objectifs, ses significations et son environnement. De même, il relie entre eux, les groupes en conflits, le symbolique et le réel, le monde vécu et les systèmes. Voilà pourquoi l'aspect communicationnel de l'action collective, sous toutes ses formes, retiendra notre attention tout au long de ce travail.

Nous voulons plus particulièrement démontrer la pertinence d'une étude approfondie des processus communicationnels pour une compréhension de l'action collective comme processus complexe ayant une incidence sur la société. Dans une première section théorique, nous préciserons notre position quant aux caractéristiques particulières de la communication dans l'action collective. Nous débuterons par un survol de certains changements sociétaux qui ont permis aux individus de se penser et de penser l'action collective. Nous insisterons sur l'ouverture communicationnelle sociétale qui a marqué la modernité et continue de marquer nos sociétés complexes contemporaines. Cependant, cette ouverture demeure encore aujourd'hui accompagnée d'une fermeture communicationnelle sociétale qui est à la source de nombreux conflits exprimés dans l'action collective. Ainsi, dans un deuxième temps, nous nous attarderons à ces conflits qui sont souvent liés à une non reconnaissance, qui reflète un manque de communication, de même qu'à des luttes de pouvoirs, qui, elles, bloquent certaines composantes de la communication sociétale. Un dernier chapitre théorique sera consacré à la construction identitaire qui est le reflet de ces diverses formes d'ouverture et de fermeture communicationnelle sociétale, mais qui représente aussi les interactions internes entre les acteurs. Tout au long de ce travail théorique, est exposée une construction langagière originale, que ce soit par le surgissement d'une pensée contestataire, l'affirmation publique d'une opposition ou le choix de marqueurs identitaires symboliques, spatiaux, temporels et corporels.

Ce travail théorique n'a de sens à nos yeux, qu'accompagné d'un support audiovisuel. Le fait d'établir une relation avec quelqu'un ou quelque chose (définition de

la communication dans le *petit Robert*, 1986) implique nécessairement un environnement (nombre et situation des acteurs, espace de relations, temporalités de la relation, etc.) qui n'est point réductible sur papier. La caméra permet d'exposer davantage, mais non complètement, cette complexité communicationnelle. Nous avons donc élaboré un article vidéo dans lequel il sera possible de saisir quelques constructions langagières d'une association qui défend les droits des personnes à faible revenu. Y seront perceptibles quelques modes d'interaction, comme le corps, l'espace, le temps, les images et les paroles, de même que divers niveaux de communication, entre les membres, avec la population, avec les médias et avec les agents opposés. Cet article vidéo se veut un outil expérimental permettant de montrer l'actif et le collectif comme processus interactif. Ensuite, nous compléterons notre démarche audiovisuelle sur papier avec un quatrième chapitre qui traite de la pertinence de l'audiovisuel pour l'étude de l'action collective et de ses spécificités. Enfin, dans une dernière section, nous émettrons quelques hypothèses personnelles supplémentaires en lien direct avec notre article vidéo. Nous considérons que cette section pratique, qui comprend l'article vidéo, vient compléter la compréhension de l'action collective comme instigatrice de signes nouveaux dans la société.

CHAPITRE PREMIER

Une communication souhaitée par des acteurs

Bien qu'un mouvement social représente davantage que la somme des parties qui le composent, nous croyons qu'il est pertinent d'amorcer notre étude par celle des individus qui participent activement et collectivement à la vie sociale, soit les acteurs et les sujets. Leur perspective nous aidera à mieux saisir le sens des actions qu'ils posent et des relations qu'ils créent. Plus particulièrement, nous pourrions répondre à une question telle que : quelle est la pertinence de l'action collective pour les individus aujourd'hui ? En développant des prémisses théoriques sur l'individu, l'acteur et le sujet, puis en les contextualisant à l'intérieur des particularismes de la société moderne et actuelle, nous croyons pouvoir mieux saisir le regard que posent les acteurs sociaux sur leur monde et ses conséquences. Aussi, l'action collective étant pour nous un processus social de raffinement communicationnel, nous nous attarderons aux caractéristiques et aux évolutions de la communication sociale dans ces sociétés, la prise de parole et les échanges publics, sous leurs formes actuelles, ne pouvant exister sans le surgissement de l'acteur et du sujet.

Avant de se lancer dans des propositions macrosociologiques, il serait pertinent de revoir la différenciation que fait Alain Touraine entre les individus, les acteurs et les sujets. Il développe en effet, dans *Critique de la modernité*, toute une section sur la naissance du sujet (1992, pp.259-478) où il propose des distinctions conceptuelles intéressantes. L'individu, l'acteur et le Sujet ne peuvent être étudiés séparément. Ils sont

parties intégrantes de l'identité et se définissent l'un par rapport à l'autre : « le Sujet est la volonté d'un individu d'agir et d'être reconnu comme acteur » (p.267). Touraine met l'accent sur le sujet dans son étude car il voit en lui un « appel à la transformation du soi en acteur » (p. 269) ; ainsi l'individu peut très bien se voir imposer des rôles sociaux et vivre sous le joug de la domination, mais à partir du moment où il choisit la contestation, « une logique de la liberté, de la libre production de soi » (p. 299), le sujet prédomine et permet à l'individu de devenir « producteur de cette vie sociale et de ses changements » (p. 300). Ici prime le désir de se réinventer, d'adopter consciemment une attitude créative, plutôt que passive.

Ainsi, la pertinence de l'action collective se lit dans cette naissance du sujet, sachant que sa venue incite à une action collective plus dégagée et moins engagée, plus morale et moins politique. La place qu'occupe l'acteur dans cette action n'est pas la même qu'auparavant, car par le passé la prise du pouvoir prédominait par rapport à la contestation du pouvoir ; il est donc plus légitime depuis quelques années de parler de sujet. Malgré tout, l'acteur est encore présent aujourd'hui, à travers le sujet mais aussi sans que ce dernier prédomine; ainsi, pour notre propos, nous ne pouvons évacuer le concept d'acteur. Il nous est impossible de savoir si les individus qui agissent collectivement sont des acteurs-sujets, ou plutôt davantage des acteurs-acteurs. Rappelons que l'acteur demeure en tout temps celui qui décide d'agir sur son monde, sur sa société en cherchant à en modifier des portions. C'est lorsqu'on désire savoir au nom de quoi cette action est posée que le sujet prend son sens. En somme, l'individu, comme l'acteur et comme le sujet peuvent être utilisés dans notre analyse, si ces notions sont renvoyées dans leurs contextes propres.

Par ailleurs, selon Touraine, la modernité avancée et le dialogue grandissant qu'elle a permis entre la rationalisation et la subjectivation est à la source de cette naissance du sujet. On ne retient souvent de l'avènement de la modernité que la libération de la pensée rationnelle. On le sait, l'homme moderne est identifié « à l'apprentissage de la pensée rationnelle et à la capacité de résister aux pressions de la coutume et du désir pour ne se soumettre qu'au gouvernement de la raison » (p.265). Il est tout cela, mais il est autre chose aussi. Il n'est pas nécessaire d'écraser les sentiments et l'imagination pour faire triompher la raison : « les appels à servir le progrès et la raison, ou l'État qui en est le bras armé, sont moins modernes que l'appel à la liberté et à la gestion responsable de sa propre vie » (p.266). Ce dialogue s'affirme de plus en plus dans la vie de tous les jours, où des oppositions, au fondement rationnel et aux couleurs subjectives, prennent forme.

Et la forme principale que revêt ce dialogue est bien sûr l'action collective, qui, rappelons-le, peut elle-même se présenter sous différents jours (compétition, coopération, mouvement social, etc.). Ainsi, la rationalisation peut se lire dans l'environnement d'un groupe d'individus par le fait qu'il exhibe des conditions objectives à travers la quantité et l'accès aux ressources par exemple. Elle peut aussi apparaître dans les objectifs que se donnent les acteurs collectifs ; objectifs qui auront été définis par rapport à un contexte culturel, des structures sociales et des ressources matérielles. Par ailleurs, une subjectivation s'instaurera progressivement dans l'action collective lorsque ces conditions prendront sens pour les individus ; puis lorsque le sens donné à de telles conditions, désormais insatisfaisantes, les poussera à devenir des acteurs sociaux ; enfin lorsque l'environnement sera jugé non libérateur et que les

individus deviendront sujets en se *pensant* maintenant comme acteurs recherchant une identité, une dignité. En réalité, la rationalisation et la subjectivation se combinent et se recombinent de multiples façons pendant tout le processus de construction de l'action collective.

Ainsi, l'acteur saura prendre place dans la modernité et le sujet s'épanouir dans la modernité avancée surtout, grâce ou suite à certains développements sociétaux. En effet, l'action collective, comme on la connaît aujourd'hui, n'a pu s'épanouir qu'à travers des conditions sociales spécifiques, qui ont amené l'individu, devenu davantage acteur ou Sujet, à se décider à agir *sur* le monde, et non plus seulement *dans* le monde.

Nous observons aussi que ce passage s'est accompagné d'un intérêt toujours croissant pour une communication interindividuelle et sociale plus efficace. La popularité des technologies actuelles, comme le téléphone cellulaire ou le courrier électronique, exprime clairement un besoin croissant de communiquer et de s'informer. Y a-t-il un lien à établir entre les deux phénomènes que sont le déploiement d'un acteur producteur de la vie sociale et celui d'une communication ouverte sur l'ensemble de la vie sociale ? L'avènement de la modernité et ses développements récents¹ nous en disent beaucoup sur les rapprochements possibles entre ces manifestations sociales.

Le téléphone, la télévision, le fax et internet ont permis la divulgation d'informations toujours plus riches et variées. Les individus demandent, recherchent et divulguent désormais quotidiennement des informations en tout genre. Aujourd'hui, la société de l'information, comme la nomme Melucci, en est une où les canaux de

¹ Nous n'entrerons pas dans le débat sur l'émergence et le déploiement d'une éventuelle post-modernité ou d'une autre forme de société, car tel n'est pas notre propos. Nous soutenons néanmoins que la société dans laquelle nous vivons est caractérisée par sa complexité et l'information grandissante qui y circule, ce qui était beaucoup moins le cas il y a cinquante ans par exemple.

communication doivent être très développés. En allant au-delà des technologies, on remarque qu'une culture de la communication et de l'information s'est instaurée progressivement dans la modernité. Ainsi, le déploiement de la communication interindividuelle s'est doublé d'un système de communication sociale. Une meilleure connaissance du monde social doit nécessairement s'accompagner d'une meilleure communication sociale ; car pour connaître, il faut communiquer. La possibilité de se donner une voix et d'être écouté par des instances qui détiennent du pouvoir est aussi devenue une condition essentielle à la vie sociale. L'ouverture des canaux de communication que nous connaissons aujourd'hui a cependant connu une évolution. L'action collective, entre autres choses, semble en partie avoir été à la fois la cause, le moteur et l'effet de l'intérêt croissant pour une parole sociale significative. En effet, ses acteurs ont été et demeurent les grands défenseurs de cette ouverture, les porte paroles d'une grande partie de la population et les instigateurs de discussions qui concernent des conflits jusqu'alors non abordés sur la place publique.

Afin de comprendre le développement de cet intérêt à l'intérieur de la modernité et particulièrement sa cristallisation à l'intérieur de l'action collective, nous croyons qu'il serait pertinent de considérer trois phénomènes interreliés et qui sont propres à la modernité. Ceux-ci ont été abordés plus ou moins directement par Anthony Giddens, dans *Conséquences de la Modernité*. Nous pensons ici à la séparation de l'espace et du temps, à l'appropriation réflexive de la connaissance, de même qu'à l'instauration mondialisée d'une démocratie politique et sociale. Ces conséquences de la modernité affectent directement les acteurs, leurs manières de penser et d'agir. Elles incitent encore

une fois les individus contemporains à agir non plus seulement *dans* leur société, mais *sur* leur société et, cette fois-ci plus particulièrement, *avec* les membres de leur société.

Repenser l'espace et le temps

Notre approche du temps, hautement standardisée, notre conception de l'espace, très abstraite, de même que la relative autonomie de ces catégories de la pratique, semblent aller de soi de nos jours. Pourtant, il n'y a pas si « longtemps », la détermination du temps ne pouvait se faire sans références sociospatiales (Giddens, 1994, p.26). Ce n'est qu'avec l'uniformisation de la mesure du temps, par l'horloge, que l'évidement de l'espace a pu se produire (p. 27). Dès lors, l'espace et le lieu (situation géographique de l'activité sociale) se sont dissociés et ont cassé « le lien entre l'activité sociale et sa « localisation » dans des contextes particuliers de présence » (p. 28). L'horaire ferroviaire, qui constitue un instrument d'organisation du temps et de l'espace (quand et où le train s'arrêtera), illustre bien cette dissociation du temps et de l'espace de même que « leur restructuration dans des champs spatio-temporels indéfinis » (p.28, p.30). A. Giddens nomme « mécanismes de dé-localisations », cette distanciation « de l'activité sociale des contextes locaux », et leur réorganisation sur de grandes perspectives spatio-temporelles (p.59).

Cette nouvelle approche globale² du temps et de l'espace a nécessairement affecté le quotidien des acteurs sociaux, quels qu'ils soient. Concernant notre thème principal, nous préciserons que les acteurs ont pu imaginer qu'ils avaient la capacité

² Comme nous l'avons dit plus haut, des changements sociétaux n'empêchent en rien que des différences individuelles, communautaires ou autres persistent à l'intérieur même de ces nouveaux paramètres. Par exemple, bien que le temps « horloge » soit devenu universel, des interprétations et utilisations particulières de ce dernier sont toujours possibles.

d'agir socialement et tout en ayant un impact à travers une relation abstraite avec des personnes ou des sociétés entières. La marche mondiale des femmes (de mars à octobre 2000) n'aurait pu avoir lieu aux époques prémodernes. En effet, différents lieux géographiques étaient sollicités pour les rassemblements, soit 161 pays et territoires, mais devaient répondre à un même horaire, soit entre autres construire une action publique durant le mois d'octobre 2000. Les participantes³ à cette marche cherchaient à avoir aussi une incidence sur des lieux plus ou moins définis, comme leur entreprise, leur ville ou leur pays, mais aussi d'autres endroits, dont on ne connaissait ni le nom ni l'emplacement. Ensuite, les manifestantes, en posant un acte à un moment précis, souhaitaient avoir une résonance dans les jours, les semaines, les mois et même les années à venir. Enfin, les activistes tentaient de rejoindre plusieurs espaces non définis, comme les espaces familiaux, entrepreneuriaux et politiques. À travers un champ spécifique de l'action collective, on a voulu construire un réseau commun de communication basé sur une expérience du monde à la fois spécifique et générale, soit celle des femmes du monde entier : comme la pauvreté et la violence que beaucoup d'entre elles subissent, de même que l'instruction qu'elles souhaiteraient améliorée. Une telle construction aurait à opérer sur des lieux, des temps et des espaces, à la fois autonomes et interdépendants, à la fois concrets et abstraits.

Nous avons vu donc que l'action collective, en général, s'adapte difficilement à une conception du temps reliée presque entièrement à celle de l'espace. Néanmoins, il semble contradictoire de penser ainsi, si l'on s'attarde à la définition de l'action collective d'Alberto Melucci, qui stipule : « exhibiting similar morphological

³ Bien sûr des hommes étaient présents et très actifs, mais comme les femmes étaient majoritaires et que nous parlons ici de « leur » manifestation, nous employerons le féminin.

characteristics in contiguity of time and space » (1996, p.20). Nous croyons malgré tout que les similitudes spatio-temporelles que doivent présenter les personnes agissant de façon collective n'excluent pas la nécessité d'une conception séparée du temps et de l'espace à l'extérieur de ce même groupe. En effet, pour que l'action soit considérée comme « collective », les personnes doivent agir dans un certain cadre spatio-temporel, de sorte que l'on puisse les reconnaître, qu'elles présentent une certaine unité. Le cadre spatio-temporel de notre exemple ci-haut était le monde, en octobre 2000⁴. Cette cohésion permettait de concevoir qu'il était question d'une action collective, bien que des lieux différents et non reliés entre eux aient été inclus dans cet espace mondial.

Par ailleurs, les temps, les lieux et les espaces avec lesquels l'action collective cherche à communiquer n'ont pas à présenter des caractéristiques similaires. Au contraire, s'il était possible et facile de communiquer directement avec la personne ou le groupe de personnes sur lequel on cherche à agir, nous n'aurions en général pas à organiser des actions collectives. C'est parce que l'on cherche à rejoindre des temporalités, des lieux et des espaces non entièrement définis ou non accessibles directement qu'une action collective est souhaitable de manière générale. Les mécanismes de dé-localisation ont permis une restructuration de la pensée et de l'activité sociale en termes plus vastes et plus abstraits. C'est ainsi que les travailleurs de n'importe quel village éloigné au Québec peuvent poser une action collective et souhaiter raisonnablement être entendus par le gouvernement du Québec (espace non défini) situé dans la ville de Québec (lieu éloigné et non directement relié), puis recevoir

⁴ D'autres activités ont eu lieu avant et après le mois d'octobre ; cependant la congruence des rassemblements durant ce mois était représentative de l'unité que cherchait à transmettre La marche des femmes 2000.

des directives ou des réactions dans un temps rapproché (tout en ayant un « impact » dans un temps plus long, non défini).

La dissociation spatio-temporelle vue ici peut être associée à un détachement réflexif plus global. A. Giddens a développé cette idée d'une « appropriation réflexive de la connaissance » également dans *Les conséquences de la modernité* (1994). Il précise cette fois-ci que la réflexivité comme telle n'est pas le lot de la société moderne. De tout temps, les gens ont eu à réfléchir sur leurs actions et à ce qui les poussait à agir, leurs motivations. Cependant, dans les sociétés prémodernes, ces activités réflexives reposaient sur « la réinterprétation et la clarification de la tradition » (p.44). Par exemple, si un remède n'agissait pas sur une personne, on pouvait réfléchir et conclure qu'un sort était jeté ; on ne questionnait pas, a priori, l'efficacité du remède octroyé. Quant à la réflexivité de la vie sociale moderne, elle reposera de plus en plus sur « l'examen et la révision constantes des pratiques sociales, à la lumière des informations nouvelles concernant ces pratiques mêmes (...) » (p.45). En conséquence, on peut aujourd'hui questionner l'efficacité d'un remède et même les paradigmes sous-tendant certaines pratiques médicales. Dans de telles circonstances, les tentatives d'appropriation du présent et du futur se répandent graduellement, et pourtant l'emprise que nous avons sur ces connaissances diminue, par le doute qu'instaure une réflexivité du savoir.

Repenser la connaissance

De telles réflexions amènent les acteurs sociaux à questionner les différents pouvoirs, tels les grandes Églises, les scientifiques, les marchés économiques et les

partis politiques. L'esprit contestataire du sujet, vu par Touraine, prend alors tout son sens. Le caractère sacré que revêtaient les connaissances des instances au pouvoir a été partiellement remplacé par un doute perpétuel. Nous croyons que, ce doute grandissant, l'action collective devient une option significative pour les acteurs. Cette dernière demande au préalable de procéder à une réflexivité sur certaines connaissances. Pour ce faire, des informations variées et nombreuses doivent être accessibles. En ayant accès à des informations non contrôlées par les pouvoirs, l'individu peut dès lors comparer des idéologies et éventuellement douter de la légitimité de la parole au pouvoir. Le doute s'installant, un acteur se prépare à rendre publiques ces réflexions de façon à instaurer un débat avec les instances touchées et éventuellement à agir plus directement de façon à modifier certains idéaux en place.

En effet, les mouvements sociaux en particulier sont dans leur essence un questionnement sur la « validité » des connaissances des pouvoirs établis. Avant d'agir collectivement, les acteurs ont donc eu à poser des réflexions sur leur être social, sur le chemin qu'ils allaient prendre, pourquoi et comment ils allaient procéder ainsi. A. Melucci en précisant la quatrième caractéristique de l'action collective, soit « the capacity of the people involved of making sense of what they are doing » (1996, p.20), intègre cette nécessaire réflexion propre à l'action collective. Lorsqu'on agit selon la tradition, le sens que l'on *donne* à nos actions est toujours dirigé vers une entité stable antérieure à nous. Dans la société actuelle, et en particulier dans l'action collective, les acteurs ont la possibilité de *créer* du sens à partir de leur expérience du monde. Dès lors, une certaine subjectivité devient visible. La réflexivité se base certes sur « l'appropriation réflexive de la connaissance », mais comme la connaissance n'est pas

une donnée immuable et universelle, les réflexions qui accompagnent son assimilation peuvent être fort variées. À travers les différentes réflexions et les diverses significations que produiront les acteurs, des conflits peuvent surgir. Ainsi la prise de parole peut être envisagée. C'est à ce moment que la démocratie sociale et politique devient un propulseur de l'action collective.

Le fait de se forger une connaissance du monde, de poser une réflexion contestataire ne garantit pas une action sur ce monde. Nous croyons qu'un mode de pensée démocratique et qu'un mode de gouvernance démocratique incitent à l'action sociale. Une réflexivité sur la connaissance, c'est-à-dire une prise de conscience de notre expérience, est à la base d'une communication sociale plus prononcée. Par contre, cette communication sociale ne pourra s'effectuer seulement à travers les technologies de la communication. Au contraire, de telles technologies présupposent une certaine forme de démocratie.

L'option démocratique

Claude Lefort, en parlant de la démocratie, la présente comme « une désintrinsication entre la sphère du pouvoir, la sphère de la loi et la sphère de la connaissance » (1990, p.27). Le droit et le savoir peuvent dès lors s'affirmer comme étant extérieurs au pouvoir où à ceux qui le détiennent. Et un débat perpétuel s'ouvre sur la place publique, où les connaissances, les idéologies, les cultures et les opinions peuvent s'affronter puis permettre aux acteurs de penser raisonnablement avoir une certaine influence sur le savoir et le droit que présentent les pouvoirs en place. Une telle approche montre bien que la démocratie demande qu'un certain esprit contestataire soit

dans l'air, mais renseigne surtout sur l'ouverture imminente des canaux de communication suite à l'institutionnalisation d'une pensée de la liberté sociale. Il est clair qu'avec un mode de gouvernance démocratique, la communication entre les différents groupes sociaux, qu'ils soient de nature économique, culturelle, communautaire ou autres, et les instances politiques a été largement améliorée. L'action collective peut, dans de telles conditions, être pensée.

Par ailleurs, étant donné qu'une action collective efficace nécessite, au minimum, des canaux de communication non bloqués, celle-ci se doit de se pencher sur la question démocratique. De plus, comme la démocratie, qu'elle soit sociale ou politique, n'est jamais parfaite, il est attendu que l'action collective s'y intéresse avec un regard critique. Il n'est donc pas surprenant de voir qu'avec l'avènement de mouvements sociaux propres à la modernité, la question démocratique s'est insérée dès le début au centre de leurs préoccupations : "Les mouvements ouvriers ont été les plus grands défenseurs de la libre expression et des droits démocratiques, tout particulièrement dans les premières phases du développement des institutions modernes" (Giddens, 1994, p.166). L'auteur ajoute que les mouvements de lutte pour la libre expression et pour la démocratie datent d'avant le XX^e siècle (p.166). De nos jours, bien souvent ces thèmes ne sont pas centraux puisqu'ils sont acquis, globalement du moins. Ils demeurent malgré tout d'actualité, on le voit entre autres avec les mouvements dits anti-mondialisation. Ces derniers cherchent à faire valoir la nécessité de rendre l'information publique, de même qu'à assurer une démocratie sur le plan international. En tout temps donc, si les participants à l'action collective sentent que les canaux de communication sont partiellement bloqués, ils auront à dévier de leurs intérêts principaux (travailleurs, droits

humains...) pour rétablir des ponts plus solides. Cet intérêt de l'action collective pour la démocratie réaffirme, en conséquence, le lien à établir entre son développement, celui de la communication et celui de l'action collective.

Ensuite, la démocratie politique, en instaurant le débat social, peut, semble-t-il, permettre une plus grande congruence entre les intérêts du monde politique et ceux de la population en général. Cependant, Lefort précise que « la démocratie s'institue et se maintient dans la *dissolution des repères de la certitude* » (en ital. dans le texte, 1990, p.29). Les idéologies proposées ne parviennent pas à restituer une totalité organique dans le système social ; au mieux elles permettent à certains d'opter pour un clan spécifique, au pire elles généralisent le doute dans tout le système social. De plus, comme la société industrielle, et aujourd'hui, la société de l'information multiplie les objets à connaître de même que la manière de les connaître, il est nécessaire d'effectuer des ajustements plus fréquents concernant notre connaissance du monde et nos idéologies. Ces ajustements demandent une démocratisation de l'information toujours plus grande. De cette quête de l'information, découlent des expériences du monde plus variées, des prises de consciences plus aiguës, et par conséquent, des insatisfactions plus prononcées chez de grandes masses de la population. Ainsi, la congruence souhaitée au départ n'a pas lieu. Malgré tout, les différents niveaux et canaux de communication se créent et donnent aux acteurs la possibilité d'agir collectivement. Nous verrons plus en détail les effets de la société de l'information sur l'action collective dans le dernier chapitre. Retenons pour l'instant que cette circulation de l'information accentue le doute, à travers la démocratie et, par la même occasion, la possibilité que se déploient diverses actions sociales et collectives d'opposition.

La modernité aura donc été un événement suscitant un intérêt nouveau pour l'action collective. À travers la séparation du temps et de l'espace et en particulier à l'aide des mécanismes de dé-localisation, les acteurs ont été amenés à penser une action qui dépassait les cadres de leurs contextes locaux, une action qui pouvait rejoindre des personnes insérées dans des espaces-temps qui leurs étaient étrangers. Des langages similaires pouvaient traverser des temporalités et des espaces non correspondants ; puis pousser à une communication qui déboucherait sur une action collective qui aboutirait finalement sur une communication nouvelle. Tous ces phénomènes devaient bien sûr s'accompagner d'une réflexivité nouvelle. Réflexivité qui a engendré un doute constant sur la validité des connaissances établies et inexplorées ; doute qui a permis aux individus modernes de se penser comme acteurs sociaux et collectifs : « Si les pouvoirs établis n'ont pas LA réponse ultime, je dois agir afin que MA réponse soit au moins considérée par ceux-ci ». Enfin, l'intégration de ces modes de pensée et réflexions à l'intérieur d'un univers démocratique a ultimement propulsé l'action collective comme une option permettant d'intervenir à la fois *sur* le monde et *avec* le monde. La démocratie a en effet permis l'institutionnalisation de l'esprit contestataire et de ses diverses formes de communication sociale, d'où la permanence de l'action collective dans de telles sociétés.

Nous avons pu constater la subjectivation instaurée par la séparation du temps et de l'espace, l'appropriation réflexive de la connaissance ainsi que la démocratie. Par le développement de ces phénomènes et de nouvelles formes d'interactions qu'ils ont fait naître, l'individu a pu en arriver à se construire un soi où le doute est omniprésent, à

penser une action sociale, à opter pour un esprit contestataire puis à se produire et se reproduire constamment en tant qu'acteur social.

En conséquence, les sociétés actuelles (occidentales du moins) deviennent des espaces où, collectivement, on cherche à exprimer son expérience particulière du monde, afin qu'elle soit considérée, reconnue et éventuellement influente. Aujourd'hui au Canada, des autochtones, de multiples groupes ethniques, des femmes, des étudiants, des homosexuels, des personnes âgées et des milliers d'autres groupes sociaux posent chaque jour des actes collectifs avec l'intention de communiquer leur expérience du monde à leur communauté, leur province, leur pays ou au monde entier. Ils ont espoir que les échanges ultérieurs avec certaines couches de la population seront facilités, soit par une meilleure connaissance de leur univers, soit par la modification d'une composante de leur expérience ou de celle d'un autre groupe, en général un des pouvoirs établis.

Nous avons donc vu que les portes d'une nouvelle communication sont ouvertes. Savons-nous maintenant ce qui pousse plus concrètement certains individus à se propulser et à se maintenir dans cette voie comme acteur ou sujet ? Ici les réponses pourraient être nombreuses et en général non exhaustives. Nous proposons de nous attarder à deux thèmes particuliers qui n'ont que le mérite de bien exposer les bases et les diverses expressions de cette nouvelle communication proposée par l'action collective. Le conflit et la mésentente que nous verrons ci-après sont les premiers points choisis, ceux-ci impliquant nécessairement des expressions langagières qui montrent la mise en marche de l'action collective de même que des modalités privilégiées.

CHAPITRE II

Le conflit antagonique et la mésestente

Des événements rattachés à la modernité, comme la séparation du temps et de l'espace, l'avènement de la démocratie et surtout l'appropriation réflexive de la connaissance, vus plus haut, ont donné aux individus les outils permettant de penser l'action collective. Cependant, bien souvent l'action collective n'a de sens pour les acteurs qu'en la présence d'un conflit. En repensant l'espace, le temps et la connaissance en général, les acteurs ont à prendre une position qui peut éventuellement être opposée à certaines facettes des pouvoirs établis. Cette opposition, qui prend fréquemment la forme d'un conflit antagonique ou d'une mésestente, deviendra dans de nombreux cas le moteur de l'action collective. Nous avons vu en introduction que certaines formes d'action collective ne contenaient pas de conflits, comme les manifestations ritualisées ou la coopération. Mais plusieurs expressions de l'action collective, et les mouvements sociaux en sont les plus intéressantes, présentent quant à elles un litige qui se situe au centre de l'action et de sa compréhension. Dans ce chapitre nous retiendrons ces formes particulières d'actions qui s'inscrivent dans une chaîne de processus communicationnels fort intéressante.

Ainsi, avec la présence d'un conflit, l'action devient une réponse collective à un problème à la fois individuel et collectif ; elle est une réponse publique à un problème à la fois privé et public ; elle est une parole qui exprime une frustration, une opposition, une mésestente. Une telle constatation ne signifie en rien que l'acteur est dans son

essence conflictuel. Ce qui unit l'acteur à son action est certes le conflit, cependant ce conflit demeure ancré dans un espace et une temporalité relativement définis. L'acteur peut donc s'opposer à un aspect du pouvoir durant une période plus ou moins longue ; il n'aura pas pour autant à étendre cette conflictualité à l'ensemble de ses actions sociales, politiques ou autres ; de même qu'il pourra s'en détacher à tout moment. Malgré tout, le conflit doit demeurer un axe d'analyse important puisqu'il représente une des principales motivations de l'acteur et le pivot sur lequel se positionnent de nombreuses formes d'actions collectives.

De tout temps, des frustrations ont meublé la vie sociale. Cependant, de nos jours, il est davantage possible de rendre ces conflits visibles et de les transposer sur la place publique. Ils peuvent désormais être discutés, débattus, contestés, alimentés, légitimés, niés, etc. Plus précisément, nous tenterons de comprendre les particularités des conflits dans l'action collective. Aussi, nous verrons comment cette société qui a ouvert des canaux de communication a aussi oeuvré à forger de profonds conflits sociaux.

Notre tangente sera encore une fois celle de la communication. Nous pensons en effet qu'une analyse de la construction de la connaissance axée sur la communication, mise en parallèle avec l'analyse de l'exercice des pouvoirs pourra nous renseigner sur l'expression des conflits dans l'action collective. En fait, nous souhaitons présenter deux formes particulières du conflit, qui seront appelées ici le conflit antagonique (Melucci) et la mésentente (Rancière). À la base, l'idée de conflit, quel qu'il soit, s'oppose à l'idée de consensus. Ici, selon Melucci, le conflit antagonique est celui où de profonds éléments de la culture dominante sont questionnés et rejetés par le mouvement (1996,

p.38). L'ensemble de la société n'est pas rejeté, mais le désaccord concernera l'incompatibilité d'un ou plusieurs thèmes de l'organisation de la vie sociale. Selon Jacques Rancière, « la mésentente n'est pas le conflit entre celui qui dit blanc et celui qui dit noir (conflit oppositionnel ou antagonique). Elle est le conflit entre celui qui dit blanc et celui qui dit blanc mais n'entend point la même chose ou n'entend point que l'autre dit la même chose sous le nom de la blancheur » (Rancière, 1995, p.12). La mésentente est aussi la rencontre d'une parole reconnue, écoutée, face à une parole indiscutée, un bruit. Ces types de conflits théoriques se mêlent dans la réalité, si bien qu'il est souvent difficile de distinguer la mésentente du conflit oppositionnel. Plus précisément, nous pensons que la mésentente se retrouve toujours dans l'action collective (de nature conflictuelle), puisqu'au départ celle-ci présente un langage non reconnu. L'intensité de l'antagonisme pourra être mesurée au fur et à mesure que des actions seront posées. La compréhension, la réceptivité et l'écoute de la population, de même que des pouvoirs en place, joueront ici un rôle déterminant pour saisir l'ampleur de l'opposition. Bien que ces deux types de conflits se distinguent mal dans la réalité, nous chercherons à faire émerger distinctement la mésentente du conflit antagonique, car ils sont directement rattachés aux principes communicationnels, mais de façons différentes. Nous pensons que la construction de la connaissance instaurera un conflit antagonique lié à la subjectivité du processus de construction de la connaissance. Les enjeux de pouvoirs travailleront quant à eux à maintenir une mésentente liée à la non réciprocité des relations, à la non écoute de l'autre. Ensuite, nous verrons que la résolution du conflit antagonique se reflétera davantage dans divers changements sociaux, juridiques,

politiques ou autres et celle de la mésentente passera par une communication plus efficace et une reconnaissance sociale.

D'autres approches pourraient être préconisées, qui seraient un peu plus microsociales ou macrosociales ; un peu plus systémiques ou structurelles. Nous ne réduisons notre investigation que pour mieux cerner notre objet à l'étude, avec tous les avantages et les inconvénients que présente cette méthode.

La construction de la connaissance

Comme chaque être humain possède une structure de la pensée particulière et est confronté à des événements singuliers, la connaissance du monde que nous développons est loin d'être la même pour tous. Comme nous avons vu que cette subjectivité est plus apparente de nos jours, nous approfondirons ici les processus qui engendrent cette subjectivité. Ainsi, les objets, les corps, les espaces, les temporalités en un mot, le monde, se présente à chacun de nous sous des angles et des distances variés. En ce sens, il n'existerait pas qu'une seule réalité : « Toute notre connaissance du monde, qu'elle s'exprime dans la pensée courante ou dans la pensée scientifique, comprend des constructions, par exemple, un ensemble d'abstractions, de généralisations, de formalisations et d'idéalisations spécifiques au niveau spécifique d'organisation de la pensée où l'on se trouve. À strictement parler, il n'y a pas de choses, telles que des faits purs et simples » (Conception de l'organisation de la pensée de Whitehead, décrite par Schutz, 1987, p.9). Les faits seraient sans cesse interprétés, mis en contexte ou retirés de leur environnement. Le professeur Claude Lamontagne présentait dans sa conférence du

22 novembre 2001 à l'Université d'Ottawa (*L'enseignement à l'université : réflexions candides*) un schéma, fort utile, sur la connaissance. Le voici, adapté librement :

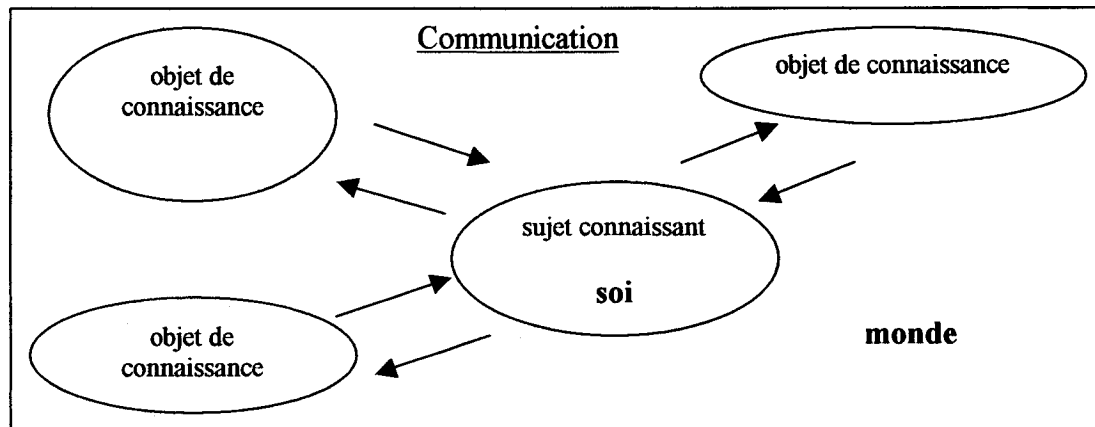


Figure 2

Dans ce schéma⁵, l'ovale « sujet connaissant » représente tout être humain apte à communiquer. Le grand rectangle symbolise le monde dans lequel vit ce sujet connaissant. Les ovales, « objet de connaissance », peuvent être représentés par un autre « sujet connaissant », mais aussi par un espace, une temporalité, une situation, ou autre. Ils évoquent les nombreuses composantes du monde dans lequel vit le sujet connaissant. Ainsi, ce sujet connaissant reçoit de l'information de ce monde (afférant), il est même façonné par celui-ci. Ses habitudes, ses intérêts, ses goûts seront constitués par ce monde, à travers ses normes, ses lois, ses idéologies et d'autres symboles sociaux dominants.

Par ailleurs, les ovales pourraient se situer à des distances différentes, être de tailles variées ou présenter des angles d'approche non similaires. Ainsi, l'expérience du monde du « sujet connaissant » sera forgée à l'aide des divers « objets de connaissance »

⁵ Nous en ferons une interprétation libre, qui ne concorde pas nécessairement avec celle du professeur Claude Lamontagne.

qu'il rencontrera. Un résident d'Amérique centrale qui n'a jamais vu la neige en aura une connaissance abstraite comparée à celle d'un résident du Québec. Les positions spatio-temporelles des ovales seront aussi fort significatives quant à la connaissance du monde qui en découlera. Conséquemment, un habitant de la ville, un skieur de fond et un chasseur de caribous n'auront pas la même connaissance de la neige, bien qu'ils en aient tous trois une expérience concrète.

Ces diverses connaissances du monde affectent l'efficacité de la communication inter-individuelle ou sociale. En réalité, de nombreux facteurs agissent sur l'efficacité d'une communication. Entre autres, une certaine convergence des significations ou connaissances est un facilitateur d'une communication efficace. Avant d'aller plus loin, nous préciserons que cette convergence demeure en tout temps hypothétique. En effet, nous ne pouvons jamais être certain que la personne en face de nous perçoit la situation de la même façon ; cependant, comme dans la vie quotidienne nous devons poser l'hypothèse d'une congruence des significations pour communiquer (s'il y a lieu), nous la poserons à notre tour.

Ainsi, les facteurs influençant notre connaissance du monde seront surtout de nature biologique, psychologique, géographique, historique ou sociale. Les facteurs biologiques tels que notre constitution physiologique et les facteurs psychologiques, tel que la personnalité ne seront pas étudiés dans la présente analyse par manque d'espace et de connaissances sur le sujet. Nous croyons néanmoins qu'ils interviennent de façon significative dans notre compréhension du monde. Les facteurs géographiques et historiques pourront être d'une certaine utilité dans l'analyse des mouvements sociaux puisque, selon nous, l'occupation d'espaces, de lieux et l'évolution temporelle des

événements sont des phénomènes éminemment sociaux. De toute façon, nous insisterons davantage sur les explications sociales, car tel est l'objet de notre recherche.

Ces facteurs sociaux ont une importance certaine quant à la distance et à l'angle que nous prenons face aux événements. Certains sont de nature plus globale, comme la langue. Elle nous permet d'établir des codes communs, où, face à une même situation, deux personnes pourront échanger, analyser, décider. Hormis la langue, dans une même société, des codes de communication sont créés et perceptibles à travers des rituels et des marqueurs où le corps, l'espace et le temps sont mis à contribution afin de signifier par exemple le type de relation sociale auquel on a affaire⁶. D'autres facteurs, à l'intérieur même d'une société viendront modifier les différentes interprétations du monde et codes de communication utilisés ; comme le fait de vivre en ville, en banlieue ou à la campagne, le fait d'être un homme ou une femme, l'âge, la situation économique, le type d'emploi et d'autres. Ces situations font en sorte qu'un même événement est perçu différemment par deux personnes ou groupes de personnes.

Il n'est pas dit ici que des personnes ayant une connaissance du monde différente ne peuvent communiquer. Nous prendrons ici la position de Dominique Schnapper qui adopte un relativisme culturel relatif où « par delà la diversité des cultures, il existe un horizon d'universalité qui permet la communication entre les hommes et autorise à porter des jugements moraux » (1998, p.28). Nous ajoutons malgré tout que plus la connaissance du monde des interlocuteurs sera éloignée, plus, bien souvent, il leur sera difficile de communiquer. En outre, cela n'empêche en rien un groupe ou une

⁶ Par exemple, lorsque deux personnes se rencontrent et s'embrassent sur la bouche dans une société occidentale (rituel d'accès à l'autre où le corps est sollicité), on peut sans grande marge d'erreur supposer qu'ils ont déjà établi une relation intime, voir même exclusive (Goffman, 1973).

personne de faire des hypothèses sur la signification du monde d'un autre groupe ou personne et d'établir par la suite une communication relativement efficace. Sachant que tous n'ont pas la même expérience du monde que nous, nous effectuons de telles hypothèses tous les jours. Ainsi, les parents n'ont pas accès à la signification que leur enfant de deux ans donne au monde, bien qu'ils contribuent à forger cette conception. Ils ne peuvent se départir de toutes leurs expériences de vie et comprendre « réellement » ce que peut représenter la vie pour cet enfant. Pour communiquer, ils devront néanmoins prendre conscience de cette différence, par l'observation en général, et ajuster leurs schèmes théoriques en fonction de l'enfant.

En somme, nous avons vu que le sujet connaissant et la signification qu'il donne au monde auquel il a accès ne vont pas de soi. Un exemple intéressant de ce type de constructions sociales est celui du temps. L'analyse faite par Norbert Elias dans son ouvrage *Du temps* (1997), illustre bien, sociologiquement, le caractère construit de ce concept. L'auteur démontre de façon fort intelligente comment au fil des ans et même des époques, notre perception du temps, comme société, a évolué. Aujourd'hui, "le concept de temps (...) se situe à un haut niveau de généralisation et de synthèse qui présuppose un très riche fonds social de savoir quant aux méthodes de mesure des séquences temporelles et aux régularités qu'elles présentent" (p.46). Selon l'auteur, la conscience du temps, de façon générale, serait plus élevée dans les sociétés spécialisées et complexes. Il n'aurait par ailleurs pas été possible il y a deux mille ans, par exemple, d'imposer le rythme d'une horloge pour réguler la vie quotidienne. Le fonds de savoir social était différent, aussi il ne nécessitait et ne permettait pas une telle approche du temps.

Tout en relatant les évolutions du “temps”, et les différentes formes qu’il a prises, l’auteur insiste sur sa forme dominante dans les sociétés complexes et spécialisées actuelles. Il néglige de préciser que, malgré une relative homogénéité à l’intérieur des sociétés complexes, persistent de grandes divergences quant à la conception du temps. Par exemple, les recherches de Monique Haicault (2000, p.95-107) démontrent bien que les femmes et même les hommes effectuant du télétravail, font face à un temps plus fragmenté que celui des salariés masculins travaillant dans des usines, qui colle davantage au monde industriel normatif et hégémonique de la société salariale : « le télétravail et mes travaux sur les temps sociaux révèlent l’émergence d’une nouvelle compétence qui consiste à savoir gérer, chacun pour soi et pour assurer son bien-être personnel, les nouvelles données temporelles, variées et discordantes, asynchrones et à rythmes variés (...) » (p.102).

Retenons de ces illustrations, que du point de vue historique, géographique, social ou même psychologique, le temps demeure un construit lié à la connaissance du monde que nous développons au quotidien. Sa conception peut donc varier d’une personne à l’autre, d’un groupe social à l’autre, d’un environnement physique à l’autre ou d’une époque à l’autre.

Cette (trop) brève explication de nos prémisses théoriques, quant à la construction de la connaissance, nous a permis de mieux comprendre l’importance de la communication dans l’élaboration de la connaissance. Nous pensons que de tout temps et en tout lieu une élaboration de la connaissance a pu se produire à travers divers codes de communication. Cette élaboration a engendré des lois sociales caractérisant ainsi les peuples et les époques. Cependant, la connaissance étant plus statique aux siècles passés,

il était difficile de saisir son aspect construit. Graduellement, depuis l'instauration de la modernité, des changements radicaux et toujours plus rapides ont caractérisé les connaissances acquises par les individus et les sociétés. Désormais il est donc plus aisé d'embrasser la subjectivité au centre de la connaissance, son aspect construit, aléatoire et changeant. Aussi, nous pouvons ajouter que dans une société où l'information circule plus aisément et où les réseaux de communication sont fort développés, cette subjectivité devient encore plus apparente ; la société actuelle étant la plus nette expression de ce phénomène. Sur la place publique (par internet, les journaux, la télévision, ou autres), des formes de connaissances variées sont exprimées par des acteurs désormais libres de symboliser ouvertement leurs univers. Malgré tout, cette subjectivité libératrice, comme la présente Touraine, peut aussi être à la source ou contribuer à l'expression de nombreux conflits oppositionnels.

Ainsi, avant de pouvoir poser un acte collectif, les acteurs sociaux ont d'abord pris conscience de leur expérience particulière du monde. L'appropriation réflexive de la connaissance dont parle A. Giddens, et la construction de la connaissance que nous venons d'exposer s'associent ici pour montrer la potentialité conflictuelle des temps présents. Retenons en l'occurrence que les acteurs qui choisissent d'agir à l'intérieur des mouvements sociaux, en particulier, considèrent qu'ils ont une expérience du monde différente de celle des pouvoirs établis. Souvent, il apparaît qu'un fossé sépare ces deux instances, quant à l'analyse d'un problème social et des solutions permettant d'y remédier.

Prenons le cas des mouvements dits « anti-mondialisation » pour illustrer ce phénomène. Vincente Fox, président du Mexique, répondait aux manifestants qui

s'opposaient à la mise en oeuvre de la zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), en leur disant que ce nouveau commerce allait être bénéfique pour les gens moins nantis (avril 2001, Sommet des Amériques, à Québec). Les acteurs luttant contre la pauvreté à l'intérieur du pays présentent également une lecture particulière de la pauvreté ; ils ont majoritairement une connaissance très prononcée et personnelle des conditions sociales auxquelles font face les gens pauvres. Ils ont le sentiment par ailleurs qu'ils sont mieux placés que les pouvoirs établis pour comprendre cette situation et en conséquence pour prendre des décisions politiques et économiques appropriées. Les différents paliers gouvernementaux, au contraire, sentiront que leur connaissance plus globale de la société (québécoise ou mexicaine) leur permettra, par exemple, de proposer des plans d'action de lutte à la pauvreté justes et équitables. La question ici n'est pas de savoir qui dit vrai, qui a raison, mais plutôt de saisir à travers l'action collective, une *expression conflictuelle de la diversité sociale des connaissances*, concernant les solutions à apporter au problème de la pauvreté dans un contexte mondialisé.

Pour revenir au schéma vu en page 30 du présent chapitre, chaque acteur d'un mouvement social peut représenter un "sujet connaissant", qui sur un plan précis, comme l'environnement ou les droits humains, occupe une position similaire (ou du moins, il en fait l'hypothèse) aux autres membres du mouvement. Comme certains élus gouvernementaux, dirigeants d'entreprises, scientifiques ou autres membres de la population occupent une position autre (angle, distance et forme différents), la communication ne peut avoir lieu efficacement. Les groupes en opposition présentent des schèmes théoriques, intégrés à leur connaissance du monde, incompatibles et ceci crée un conflit. L'action collective, organisée en particulier, permet de mettre à jour ce

conflit social qui bloque la communication. Maintenant notons qu'à partir du moment où une forme d'action collective organisée est reconnue publiquement, une certaine forme de communication est souhaitée et désirée, de même que le règlement du conflit.

Le relativisme des points de vue, précisé à l'aide d'une analyse de la construction de la connaissance, permet de mettre l'accent sur la subjectivité présente à la base de toute relation sociale et son accentuation dans les sociétés actuelles, complexes. La communication s'élargissant, le relativisme des connaissances s'instaurant, il a été plus aisé pour une large part de la population de contester publiquement des idéologies, des lois, des normes et des valeurs. Notre connaissance du monde a pu être comparée à une ou plusieurs autres et jugée plus adéquate ; d'où la naissance d'un conflit et de la contestation sociale. Cependant, notre relativisme ne peut être traité adéquatement en dehors des relations de pouvoir. Celles-ci existent dans toutes les sociétés et contribuent aujourd'hui, pour une large part, à façonner les conflits exprimés dans l'action collective. Ces relations de pouvoir font en sorte que certaines « connaissances du monde » n'ont qu'une petite voix ou, pire encore, sont complètement balayées de la place publique. Dans une société où l'information est au centre des débats, la domination peut alors aisément s'exercer par le langage et la communication : les choix concernant la diffusion de l'information, mais surtout le pouvoir de nommer deviennent les pivots sur lesquels se structurent les conflits sociaux.

Les enjeux de pouvoir

Si la connaissance du monde que nous développons peut faire en sorte que nous disions noir, pendant que d'autres instances disent blanc, cette opposition ne peut

réellement être exprimée au grand jour, que si nous réussissons à déjouer les normes établies par les pouvoirs en place. Ainsi, lorsque théoriquement nous prenons en considération les enjeux de pouvoir, nous comprenons plus aisément les mécanismes de la mésentente dans la société actuelle. En effet, les instances et les personnes qui détiennent un certain pouvoir dans la société réussissent à imposer des manières de penser et de vivre. À l'opposé, la majorité de la population se retrouve à l'extérieur des pouvoirs décisionnels et ne peut espérer être entendue aisément par ceux-ci. L'expression d'une expérience du monde autre n'est alors qu'un « bruit », souvent considéré comme inadéquat socialement, car illégitime ou différent. Ces relations difficiles peuvent être liées à un simple manque de reconnaissance sociale menant à une mésentente ou plus profondément à un conflit antagonique qui laisse entrevoir des difficultés communicationnelles plus profondes. En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, la mésentente est rarement le seul litige présenté par l'action collective. Cependant, tant que les acteurs ne sont pas « entendus » ou « compris », l'intensité du conflit est durement discernable. Ainsi, peu importe le litige en cause, la reconnaissance sociale est toujours une préoccupation importante pour l'action collective. Et cette reconnaissance passe par une « entente » qui est fortement liée aux enjeux de pouvoirs présents dans les relations politiques et économiques. Nous exposerons ici un tableau général des rapports de pouvoir et de leur relation avec l'action collective.

Notons que les rapports sociaux ne sont pas toujours marqués par des rapports de pouvoir, et encore moins par des rapports de pouvoir fortement coercitifs⁷. Quant aux relations économiques et politiques, nous pensons qu'elles sont essentiellement marquées par le pouvoir, et en particulier parfois par un pouvoir plus coercitif.

Concernant, la nature de ces pouvoirs, nous pensons proposer une entrée en matière à l'aide de certains propos de Pierre Clastres (1974) sur le pouvoir et le politique, qui sont intimement reliés. Nous ne sommes pas en accord avec l'ensemble de ses propos, cependant, nous croyons qu'il jette un éclairage intéressant sur l'impact d'une coercition plus ou moins prononcée dans les rapports politiques. Clastres voit le pouvoir politique dans toutes les sociétés, ainsi les sociétés dites sans histoires n'en seraient pas exclues. Cependant, ce pouvoir pourrait être divisé en deux types importants, soit le pouvoir non coercitif et le pouvoir coercitif ; le premier étant en général le lot des sociétés dites sans histoires et le second celui des sociétés dites historiques (p.20-22). Le pouvoir non coercitif, que nous nommerons ici « peu coercitif », est caractérisé par un contrôle social plus immédiat et le pouvoir coercitif, que nous appellerons « fortement coercitif », par des relations de commandement-obéissance, la violence et la hiérarchie. Notre intérêt propre pour la coercition est rattaché au rôle global de l'action collective dans notre société.

Dans les sociétés où la coercition est très élevée, comme dans les sociétés aristocratiques ou totalitaires, l'action collective n'est pas pensable. Ce type d'exercice du pouvoir ne correspond pas à l'ouverture nécessaire pour qu'une opinion différente

⁷ Selon notre analyse, le pouvoir est, dans son essence, coercitif. Cependant, le degré de coercition peut grandement varier, suivant qu'une idée est imposée par la violence ou présentée dans le cadre d'un débat public.

soit entendue. Dans le cas inverse, une société idéale, où les éléments vus dans le premier chapitre⁸ se conjugueraient à un exercice du pouvoir peu coercitif, connu jusqu'à présent seulement dans les sociétés non historiques, ne nécessiterait point des actions collectives, étant donné l'ouverture sociale qui permettrait aux différentes perspectives d'être entendues et plus aisément comprises.

Dans notre société actuelle, le pouvoir use d'une domination et d'une coercition certaines, mais non excessives. De plus, il est à noter que l'exercice du pouvoir politique et économique, qui amène à poser une action collective, n'est pas simplement le lot de l'État. D'autres instances à l'intérieur des sociétés historiques, modernes et complexes, produisent et détiennent un pouvoir, comme les propriétaires de grands médias ou de multinationales, mais aussi certaines sciences. Par exemple, un scientifique peut tenter d'imposer une théorie sociale qui modifierait notre perception de tout un champ de la société. Lorsqu'il sera question des pouvoirs établis dans notre travail, nous penserons à ces instances qui déploient un pouvoir coercitif reconnu et accepté en société. Voyons donc de quelle façon ces pouvoirs s'expriment dans les siècles démocratiques et agissent sur l'action collective.

Dans une société où la recherche de connaissances nouvelles acquiert une autorité par rapport à l'acceptation de principes traditionnels, le pouvoir s'exerce plus efficacement par le langage. Ainsi, une domination des pouvoirs établis, exercée à travers diverses méthodes utilisant une violence physique, est plus difficilement acceptée. C'est que la répression physique incarne concrètement un principe non réflexif où la légitimation ne peut concorder directement avec des principes démocratiques. Le

⁸ Appropriation réflexive de la connaissance, démocratie et séparation du temps et de l'espace.

refus social d'une domination physique a permis de voir se répandre une forme de pouvoir coercitif plus subtil, plus souple mais aussi très pénétrant. Ici, nous nous éloignons encore de l'analyse de Clastres qui ne voit pas la parole comme un élément permettant d'exercer un pouvoir. Bourdieu sera plus près de notre pensée à ce niveau.

Nous avons vu que notre connaissance du monde se développe à travers l'environnement physique et symbolique dans lequel nous évoluons. Nos connaissances sont relatives mais non neutres. En effet, cet environnement est façonné par plusieurs types de pouvoirs qui travaillent à imposer des idéaux, des valeurs et des normes à travers divers symboles. L'imposition procède par un contrôle de l'information diffusée ou cachée, par un contrôle des moyens de diffusion, par un contrôle des mots à utiliser, par un contrôle des symboles représentatifs, etc.

En conséquence, les éléments reliés à la communication, soit la diffusion, l'information et la nomination, deviennent les enjeux principaux des pouvoirs établis, surtout, mais aussi de ceux qui recherchent un certain pouvoir. En somme, selon nous, le pouvoir coercitif passe davantage aujourd'hui par une violence symbolique et non physique. Pierre Bourdieu explique bien dans son ouvrage *Langage et pouvoir symbolique* (2001), le pouvoir qu'acquièrent les mots lorsqu'ils représentent une vision légitime. Selon lui, il est essentiel d'intégrer la notion de langage dans un contexte social de jeux de pouvoir : « l'action proprement politique est possible parce que les agents, qui font partie du monde social, ont une connaissance de ce monde et que l'on peut agir sur le monde social en agissant sur leur connaissance du monde. Cette action vise à produire et imposer des représentations du monde social qui soient capables d'agir sur ce monde en agissant sur la représentation que s'en font les agents » (p.187). Ainsi, la

légitimité d'une parole prononcée lui octroiera un certain pouvoir, mais plus encore la légitimité de celui qui énonce la parole donnera à cette dernière un pouvoir certain. Car les mots n'obtiennent une efficacité symbolique que lorsque celui qui les énonce est reconnu et accepté. Pierre Clastres précisera à son tour que « l'exercice du pouvoir assure la domination de la parole : seuls les maîtres peuvent parler » (1974, p.133).

C'est ici que la mésentente prend tout son sens. Comme l'État est le principal détenteur de cette « violence symbolique légitime » (Bourdieu, 2001, p.307), mais aussi d'autres agents tels que de grandes compagnies, de grandes institutions financières, de grands quotidiens (ou regroupements) et des organismes internationaux, les acteurs ou sujets isolés ne peuvent vraiment espérer être entendus et compris publiquement.

Les détenteurs du pouvoir de coercition tenteront par divers moyens, tels que des discours, des théorisations, la publicité ou la commercialisation, de contrôler la nomination afin que leur langage s'intègre au monde ordinaire car « la reconnaissance de la légitimité la plus absolue n'est autre chose que l'appréhension du monde ordinaire comme allant de soi qui résulte de la coïncidence quasi parfaite des structures objectives et des structures incorporées » (Bourdieu, 2001, p.306). Les pouvoirs cherchent donc à imposer une parole qui dès qu'elle sera prononcée devra être pensée comme neutre. Une telle approche donne aux pouvoirs établis les moyens et le désir de penser ce qui est bien ou mal, ce qui est vrai ou faux ; en ne laissant que peu de liberté pour « penser » l'expérience individuelle ou communautaire.

Melucci abonde dans le même sens lorsqu'il précise qu'actuellement le réel pouvoir des marchés n'est pas celui d'organiser les ressources économiques ni celui de manipuler les élites locales, mais réside plutôt dans leur capacité à organiser l'esprit des

gens (1996, p.179). En effet, les marchés financiers ont par exemple à décider du langage informatique ou contrôlent l'accès à de nombreuses informations économiques et technologiques. N'oublions pas que le pouvoir de nommer va de pair avec le pouvoir de signifier, car les mots ne sont rien d'autre que des symboles qui donnent sens à notre expérience. Ainsi, en nommant une expérience, ces pouvoirs imposent l'attribution d'une signification particulière à cette expérience. En conséquence, la domination réelle aujourd'hui, selon Melucci (p.182), est celle qui exclut du pouvoir de nomination. Enfin, précisons que dans tous les cas la domination s'exerce encore une fois par une petite minorité sur une grande majorité.

Dès à présent, nous pouvons lire une grande ambiguïté sociale : l'élargissement de l'appropriation réflexive de la connaissance a cru parallèlement avec un pouvoir coercitif relatif utilisant malgré tout une violence symbolique toujours plus prononcée. La société de l'information donne les moyens de se *produire* au lieu de simplement se reproduire comme autrefois. Cependant, plus les gens ont acquis une liberté quant à l'expérience du monde qu'ils allaient développer, plus certains pouvoirs établis ont tenté d'imposer avec subtilité et profondeur certaines perceptions spécifiques du monde. Les gens allaient avoir davantage la possibilité de donner eux-même une signification à leurs actions et leurs expériences, alors que les États, certains scientifiques et les marchés allaient vouloir (et accéder au pouvoir de) s'approprier cette signification pour mieux la généraliser et la neutraliser. Selon Claude Lefort, c'est « l'hétérogénéité croissante de la vie sociale qui accompagne la domination de la société et de l'État sur les individus » (1990, p.25).

Ces deux contreparties sont donc à étudier conjointement car elles se combinent et se recombinent sans cesse dans les sociétés démocratiques. Leur « association » nous permet malgré tout de nous éloigner d'une domination totalitaire et despotique, de même que d'un doute constant où l'absence de repères serait intolérable. L'action collective est en ce sens l'expression de l'hétérogénéité des langages, et plus particulièrement, d'un langage jusqu'alors non écouté, non reconnu. Elle est le désir d'effacer une domination trop coercitive qui empêche l'écoute de diverses nominations, de diverses perspectives ; de même qu'elle est une affirmation de vérités (relatives) qui réduisent le doute social. L'action collective s'insère donc dans des jeux de pouvoirs où elle doit tenter de déconstruire des langages et/ou des règles de communication. Les défis sont souvent d'une grande ampleur mais peuvent conduire d'abord à réduire la mésentente en instaurant la possibilité d'une communication entre langages comparables ou distincts. De même, quand une parole est entendue (par les médias par exemple) mais qu'une communication efficace demeure encore difficile (avec les principaux concernés), on peut penser qu'un conflit plus profond qualifie l'action collective et que des changements politiques, économiques ou culturels plus pénétrants sont souhaités par celle-ci. D'une manière, on peut avancer que l'action collective cherche aussi à détenir un pouvoir de nomination, bien qu'il soit assez limité et qu'il revête en général une couleur nettement démocratique.

En somme, comprendre les mécanismes de la connaissance et les enjeux des pouvoirs permet de mieux saisir l'instauration du conflit antagonique et de la mésentente. Mais plus encore en analysant ces mécanismes à travers leurs principes communicationnels, on saisit comment l'action collective peut agir sur les pouvoirs

établis, la population et les médias. En effet, la diffusion, la nomination et l'information sont les principes généraux sur lesquels l'action collective agira pour résoudre les conflits.

Une communication efficace pour une reconnaissance et des changements

Nous avons vu que les conflits antagoniques qui propulsent l'action collective ne sont réellement perceptibles qu'à partir du moment où une entente minimale a été établie entre les parties ou avec les titulaires du litige. Cette première reconnaissance est essentielle mais difficile à obtenir. Au quotidien les acteurs travaillent à donner eux-même un sens à leur expérience, un sens qui pourrait être différent de celui des pouvoirs établis, cependant bien souvent ce sens n'arrive pas à obtenir une reconnaissance sociale ou politique. Les pouvoirs établis refusent à priori d'accepter une trop grande diversité des significations et insistent plutôt pour imposer leur connaissance du monde, à l'apparence neutre, ce qui tend à ramener l'acteur dans l'ombre. Ainsi, « the formation of antagonistic groups should always be analytically related to a breakdown in the reciprocity of recognition among the actors participating in the production of basic social resources » (Melucci, 1996, p.46). Cette production de ressources sociales, dont parle Melucci, peut être comparée à la construction de la connaissance, ou à une signification de l'expérience.

Dans les sociétés démocratiques, les acteurs ont donc des outils pour se retrouver et former une association, un groupe, un organisme qui pourra exposer publiquement, haut et fort, une expérience qui, à priori, était rejetée par les pouvoirs établis. La mésentente et l'opposition sont ainsi associées à la fois à une non réciprocité de la

relation acteur-pouvoir établi et à la fois au désir de signifier son expérience ou la diversité des expériences.

Les actions collectives entourant les mouvements dits « anti-mondialisation » sont très explicites à ce sujet. Divers groupes sortent publiquement manifester leur désaccord face à une vision homogène de la mondialisation. Ces groupes proviennent d'horizons variés, tels que la sauvegarde de l'environnement, la défense des droits des travailleurs, des droits des femmes et des droits humains en général. Cependant, accompagnés d'individus et d'autres groupes, ils se retrouvent et se regroupent le temps de manifester leur crainte de se voir imposer une mondialisation qui serait uniquement économique. Dans un premier temps ils tentent d'acquérir une légitimité et une reconnaissance sociale. Ainsi, à l'aide de divers moyens stratégiques (manifestation, médiatisation, discours public, etc.), leurs « bruits » du départ deviennent progressivement un langage compris et entendu par une large part de la population. Nous entendons et comprenons graduellement qu'une mondialisation est possible en tenant compte des expériences variées des groupes de travailleurs, des situations problématiques de nombreuses femmes et enfants, du respect de l'environnement et d'autres intérêts sociaux. Ces connaissances du monde sont, d'après les acteurs collectifs, pertinentes dans l'élaboration d'une vision mondialisée de l'organisation socio-économique. Pour eux, l'expérience des marchés ne doit pas être la seule considérée. En second lieu, ils cherchent donc à établir une communication efficace qui permettrait l'expression de leurs situations diversifiées. Certaines oppositions s'évanouiraient avec la seule « compréhension » qu'aurait permise une communication

efficace ; mais d'autres pourraient faire l'objet de changements sociaux importants pour les groupes en question.

La résolution d'un conflit n'est jamais simple, elle l'est encore moins quand le parti en opposition détient un grand pouvoir et n'est pas tenu d'écouter les revendicateurs. L'action de s'opposer doit se faire, en l'occurrence, sur plusieurs plans. D'où, d'ailleurs, la complexité de son étude. Nous avons vu que les pouvoirs établis utilisent la communication pour parfaire leurs objectifs de domination. Une domination qui, désormais, passe par des institutions larges et impersonnelles, peut être invisibles⁹ et procéder plus particulièrement par l'information, la diffusion et la nomination. L'action collective agit dans le même sens, sans pour autant chercher à détenir un pouvoir très coercitif, mais nous y reviendrons. Retenons pour l'instant que le pouvoir de même que le conflit trouvent à s'exprimer uniquement à travers le médium symbolique qu'est le langage (Melucci, 1996, p.48). Leur résolution ne viendra en conséquence que par ce même médium.

L'action collective permet alors aux acteurs ou sujets de se donner une voix pour *exprimer* leurs connaissances du monde. Nous l'avons vu, elle est un moyen pour communiquer son expérience en lui donnant une signification autre que celle des pouvoirs établis. L'objectif premier étant de voir la société en général, puis les pouvoirs établis, *écouter* la connaissance du monde présentée, le caractère collectif de l'action et

⁹ Cette invisibilité peut être discutée avec l'ampleur des corps policiers déployés lors des dernières grandes manifestations des mouvements pour une mondialisation plus sociale. La sécurité et la protection civile deviennent aussi des thèmes importants depuis les événements du 11 septembre. S'élabore depuis une domination physique plus aisée à légitimer. En même temps, cette protection excessive donne des outils aux acteurs pour dénoncer une domination globale. Ainsi, l'ambiguïté persiste.

diverses stratégies d'action favorisant cette écoute sociale¹⁰. Une reconnaissance est alors acquise et donne la légitimité d'*informer* d'autres personnes sur la possibilité que la connaissance du monde présentée par le gouvernement, par exemple, n'est pas la plus appropriée. Elle informe sur d'autres types de réalités, une en particulier, celle des participants au mouvement social. Cette perspective n'a pas à être unique ou supérieure, elle doit en général simplement être reconnue et permettre une relation réciproque. Cette reconnaissance se traduisant par la suite dans une communication sociale efficace, c'est-à-dire ici, qui laisse place à une plus grande variété d'expériences du monde et en particulier encore une fois à celle présentée par l'action collective. Le groupe peut aussi chercher à travers ses actions à *modifier* certains schèmes théoriques, ou programmes de perception des pouvoirs établis (plan de lutte à la pauvreté par exemple), et parfois les schèmes des groupes en opposition semblent si éloignés que l'action collective tentera de modifier l'essence même du pouvoir établi (ses membres ou ses idéaux généraux).

Notons que lorsqu'une communication efficace est établie, lorsque les différents groupes semblent « s'entendre » tout court, et « s'entendre » aussi sur le point qui semait la discorde au départ, le mouvement social n'a plus sa raison d'être. En effet, dans son essence le mouvement social s'oppose aux pouvoirs établis ; ainsi une fois son idéal de communication atteint, ce dernier est voué à la disparition. Cependant, l'idéal reste, dans la grande majorité des cas, un idéal non atteint. Les acteurs sociaux demeureront bien souvent insatisfaits du niveau de communication proposé par au moins un des pouvoirs établis. D'un côté, la longévité des mouvements de travailleurs, de femmes et pour l'environnement exprime bien ce phénomène. D'un autre côté, l'évolution de leurs

¹⁰ Les diverses stratégies utilisées pour atteindre un certain degré de légitimité seront étudiées plus en profondeur à travers la présentation du film que nous ferons au chapitre V.

demandes et de leurs oppositions exprime aussi une certaine ouverture de la part des pouvoirs établis.

La résolution du conflit se traduit, en somme, dans un premier temps, par une reconnaissance sociale. Cette reconnaissance, par la communication qu'elle établit, permet ensuite de modifier des lois mésadaptées à l'expérience des acteurs, de même que des attitudes ou autres. Ainsi cette expérience sera légitimée au quotidien, et l'on pourra donner un sens nouveau à ce quotidien longtemps nié. La reconnaissance se fait donc en deux temps, par la destruction de la perception du monde ordinaire et par la valorisation d'une nouvelle connaissance de ce monde : « Le discours hérétique doit non seulement contribuer à briser l'adhésion au monde du sens commun en professant publiquement la rupture avec l'ordre ordinaire, mais aussi produire un nouveau sens commun et y faire entrer, investies de la légitimité que confèrent la manifestation publique et la reconnaissance collective, les pratiques et les expériences jusque-là tacites ou refoulées de tout un groupe » (Bourdieu, 2001, p.189). Par exemple, la reconnaissance politique et sociale de la situation des femmes dans les années soixante et soixante-dix a fait échec à de nombreuses attitudes misogynes et autorisé la modification de lois sur le mariage, la réduction des comportements violents, des alternatives au mode de vie de ménagère, etc. La situation des femmes aujourd'hui demeure conflictuelle à certains égards, mais l'opposition a été largement réduite par l'instauration d'une relation réciproque.

De cette recherche de réciprocité, nous pouvons en déduire que l'action collective ne désire pas occuper la place des pouvoirs établis. Souvent les acteurs rejettent la domination de l'État par exemple, ils n'auront donc aucun intérêt à tenter de

la reproduire. Le pouvoir est certes au centre de leurs demandes et intérêts, cependant il est plusieurs pouvoirs en société, et un pouvoir hégémonique ne sera pas retenu ou souhaité par l'action collective. Un pouvoir moins coercitif semble en effet être le lot de l'action collective.

Nous pensons que les propos de Pierre Clastres peuvent donc être ajustés, encore une fois, à la situation. En effet, un pouvoir à coercition assez élevée est le lot des États, marchés financiers et scientifiques et s'exprime dans les rapports gouverneurs-gouvernés, employeurs-employés et éducateurs-éduqués. Il est en conséquence au centre des agirs quotidiens des citoyens en général. Cependant, nous croyons que l'action collective qui présente une opposition s'est de plus en plus tournée vers la recherche d'un pouvoir peu coercitif. Cette recherche s'exprimant par le désir d'établir une communication efficace entre les deux partis en opposition. Nous nous expliquons.

Nous avons vu que la reconnaissance sociale donne aux acteurs un pouvoir de nomination ou de signification. Néanmoins, ce pouvoir n'est, dans ce cas, pas associé à la domination, à la violence symbolique, ni à la coercition. Ce pouvoir ne permet pas de contraindre, de soumettre, d'obliger, de dicter, d'exiger. Il donne plutôt la liberté de penser le monde différemment, la liberté de construire une connaissance significative socialement, la liberté de nommer des expériences. Ainsi, nous pensons qu'il est possible qu'une gouvernance coercitive dans les siècles démocratiques laisse place à des initiatives peu coercitives.

Une domination par la communication utilisée par les pouvoirs établis n'est en réalité qu'une tentative de contrôle des éléments relatifs à la communication, soit la diffusion, l'information et la nomination. Ces pouvoirs ne recherchent pas une

communication trop efficace, sinon la société serait ingouvernable, ou, mais cela revient au même, non contraignable. Pour eux, le pouvoir est acquis lorsqu'une information construite est diffusée à l'ensemble ou une partie de la population, et qu'il est intégré dans les normes et valeurs de celle-ci. Ainsi, le caractère interactif de la communication n'est pas souhaité en premier lieu. Plus l'intégration et l'assimilation de normes et de valeurs correspondant aux pouvoirs établis sont poussés, moins les acteurs sociaux auront à sortir sur la place publique.

Les acteurs collectifs ont, au contraire, davantage à souhaiter une interaction plus prononcée, une communication plus efficace. Ainsi, le pouvoir qu'ils souhaitent acquérir n'en est pas un très coercitif à priori. Par ailleurs, selon Touraine, il semble que plus les sujets réalisent l'emprise que les pouvoirs établis ont sur leur connaissance du monde, plus ils souhaitent se détacher d'un tel mode d'exercice du pouvoir : « Car la conscience morale, qui est au coeur des nouveaux mouvements sociaux est plus intimement liée à la défense de l'identité et de la dignité par ceux qui luttent contre une oppression extrême ou contre la misère qu'aux stratégies politico-sociales de syndicats ou de groupes de pression qui font aujourd'hui partie du système de décision des pays les plus riches » (1992, p.317). Ainsi, aujourd'hui plus que jamais, les moyens et les fins des mouvements sociaux s'éloignent d'une coercition prononcée pour se rapprocher d'une communication efficace.

Mise en relation

En dernier lieu, nous jetterons un regard global sur les différentes approches présentées dans ce chapitre. En effet, les propos, en particulier, d'Alberto Melucci,

d'Alain Touraine, de Pierre Clastres et de Pierre Bourdieu ont été utilisés sans grande distinction et ont été confondus pour confirmer ou clarifier notre position sur le conflit et l'action collective. Cependant, de grandes divergences caractérisent les présupposés théoriques de ces auteurs. Nous ne tenterons évidemment pas de toutes les exposer ici, cependant nous retiendrons une différence majeure, significative pour nos travaux.

Alberto Melucci et Pierre Clastres, même si, encore une fois, un fossé les sépare sur certains thèmes, perçoivent le conflit similairement comme un élément conjoncturel à la société. C'est-à-dire qu'il est associé à des relations sociales et à leur potentiel de rupture de réciprocité, en particulier dans les sociétés où le changement est valorisé. Ainsi, le conflit ici n'est pas inhérent à l'ensemble du système social. Au contraire, Pierre Bourdieu et Alain Touraine présentent l'exercice du pouvoir comme une source généralisée d'oppositions sociales. Pour Touraine, l'affirmation nouvelle de l'individu devenu sujet et refusant la domination, instaure un conflit social généralisé, qu'il soit latent ou manifeste, dans la société actuelle. Bourdieu met aussi de l'avant cette omniprésence du conflit, tout en la reliant à l'exercice du pouvoir politique qui, sous des apparences de neutralité, revêt une composante dominatrice réelle dans l'ensemble de ses actes et discours.

Ces positions trop sommairement présentées nous poussent à prendre parti à notre tour. Cependant, nous ne chercherons pas à trancher trop catégoriquement. En effet, nous pensons que ces éléments peuvent se combiner et parfaire une nouvelle réalité sociale où le sujet peut être plus sensibilisé à l'exercice d'un pouvoir coercitif, tout en acceptant certains actes de domination, reliés à une gouvernance générale par exemple. Le pouvoir coercitif devient alors un élément structurel, mais non le conflit.

Ensuite, certaines relations de non réciprocité peuvent dégénérer en conflit, et d'autres non. Nous croyons, qu'il est aussi possible de penser que l'exercice du pouvoir, depuis quelques années dans les pays dits démocratiques, est un élément plus conflictuel dans l'ensemble, mais encore là, il peut demeurer conjoncturel car associé à une période temporelle et spatiale déterminée. La complexité de l'action collective présentée par Melucci peut se lire ici dans cette association d'éléments structurels et conjoncturels, l'important étant de toujours conserver l'aspect social et construit du conflit, de ne pas le naturaliser, comme Touraine et Bourdieu auraient peut-être tendance à le faire.

En somme, un examen approfondi de la construction de la connaissance permet de saisir le relativisme qui sous-tend la signification d'une expérience quotidienne. Un relativisme exaspéré dans une société où l'appropriation réflexive des connaissances demande de réexaminer, comparer, découvrir et choisir à tout instant. Un relativisme enfin qui, associé à la société moderne ou de l'information, s'exprime dans des contradictions parfois conflictuelles. Celles-ci ayant ouvert la porte à l'action collective, qui questionne les pouvoirs établis et engendre éventuellement du changement social. Il a ensuite été question d'un relativisme dans l'exercice même du pouvoir. En réalité, ce dernier étant mû par divers degrés de coercition maintient une mésentente où l'acteur n'ayant pas accès au pouvoir ne peut être entendu. C'est encore une fois par une action collective qu'un « bruit » ou un « silence » deviendra un parole audible et, éventuellement, comprise.

Le conflit antagonique et la mésentente constituent d'après nous des embrayeurs importants pour nombre d'actions collectives. Cependant, la continuité de ces actions ne

peut avoir de sens qu'en étudiant plus en profondeur l'identification générée et induite par celle-ci.

CHAPITRE III

L'expression de l'identité collective

L'autonomie s'est graduellement insérée dans les moeurs. Elle est devenue une valeur socialement valorisée car associée à un développement de soi et à un développement social plus intense. Cependant, cette autonomie n'a pas sapé le besoin de se regrouper, bien au contraire. On remarque plutôt que la liberté octroyée à la construction identitaire a été augmentée et élargie à de nouveaux champs, jadis contrôlés essentiellement par la famille, la communauté, l'Église ou l'État. Nous avons vu plus haut que cette liberté, qui donnait naissance au sujet, était assortie de contradictions liées à un phénomène parallèle qui est le contrôle subtil des appareils d'État et des marchés financiers. Malgré tout, des identités nouvelles ou anciennes, multiples ou unitaires, individuelles ou collectives, stables ou mouvantes, inclusives ou exclusives, légitimantes, à résistance ou à projets (Castells, 1999), naissent et meurent chaque jour. L'autonomie et la recherche identitaire sont bien ancrées dans nos valeurs ; alors, bien qu'un contrôle parfois lourd se manifeste, des identifications hors du cadre politique traditionnel demeurent et prennent de plus en plus de place. D'ailleurs, Dominique Schnapper insiste sur cette nouvelle liberté : « l'interrogation sur sa propre identité est consubstantielle à la modernité, l'organisation politique laissant à l'individu la charge de créer sa place dans la société et de donner un sens à son existence » (1998, p.495). Nous mettrons néanmoins un petit bémol à cette affirmation qui néglige l'intérêt politique actuel à maintenir un certain contrôle identitaire.

En ce sens, depuis quelques années déjà, l'action collective constitue un cadre privilégié d'identification et d'affirmation de l'autonomie. D'abord, de nouveaux espaces-temps ont été créés afin de dire et d'incorporer des « je suis », mais surtout des « nous sommes » sans subir de répressions (directes du moins). Ces espaces-temps sont encore bien souvent abstraits et demanderaient par ailleurs à être mieux élaborés¹¹. Ensuite, nous remarquons que les identités sont désormais multiples ; ainsi l'identité personnelle serait servie bien souvent par plusieurs identifications collectives. Par ailleurs, nous ne pouvons affirmer que toutes les identités soient associées à des actions ; et encore moins que toutes les identités collectives correspondent à des actions collectives. Néanmoins, de façon générale, plus l'identité collective sera forte, plus des actions collectives y seront rattachées.

Michel Maffesoli présente une approche des sociétés actuelles qui permet de saisir de nouveaux modes d'identifications possibles. Il nomme « Le Temps des tribus » (1988) cette époque actuelle, où les mouvements organisés des années soixante-dix ne sont plus à l'ordre du jour. Les tribus dont il est question dans le livre peuvent permettre de compléter une analyse de l'action collective, en en faisant ressortir les tendances actuelles. Selon lui, le temps est aux rassemblements éphémères et à une socialité à dominante empathique plutôt que rationalisée (p.23). Il ajoute que la logique identitaire a été remplacée par une logique sensible affectuelle, émotionnelle. Ainsi, ce qui va primer sera moins ce à quoi les gens vont adhérer, mais plutôt ce qui est émotionnellement commun à tous (p.35). Selon nous, les tribus dont il est question ici,

¹¹ Des auteurs comme Alberto Melucci (2000) ou Dominique Schnapper (1998), croient à "ces espaces" qui seraient le gage d'une démocratie plus ouverte au pluralisme culturel et mieux adaptée à la société complexe qui s'élabore.

sont loin de représenter l'ensemble des actions collectives. D'ailleurs, beaucoup de « tribus » ne peuvent être associées à une action en raison de leur caractère trop évanescent et sans idéal de certaines d'entre elles. Cependant, l'analyse de Maffesoli renseigne sur des actions collectives moins organisées, plus souples. Elle permet de mettre plus d'accent sur l'émotion au cœur de l'action et de l'identification. En effet, nous pensons qu'il est encore justifié de proposer le concept « d'identité collective », bien que cette dernière soit parfois plus affectuelle et moins rationnelle qu'auparavant.

Nous présentons donc un aperçu de cette approche sans y adhérer complètement. Nous cherchons ici à ouvrir l'espace de l'action collective, tout en gardant bien en tête que de telles actions présentent encore très souvent aujourd'hui un niveau d'organisation et de rationalité fort élevé. Nous croyons que le concept d'identité collective convient à toutes ces formes d'actions, mais à différents degrés et sous différentes facettes.

Maintenant, comment expliquer la recherche, la construction et le maintien d'identités dans l'action collective ? De nombreux auteurs se sont penchés sur cette question critique qui ouvre la voie à une meilleure compréhension de l'action collective. Nous nous y attarderons à notre tour, en prenant encore une fois la voie de la communication. D'un côté, une approche axée sur l'interaction trop concrète, comme la linguistique, pourrait difficilement saisir le sens et l'émotion à la base de l'identification. D'un autre côté, une approche trop abstraite de l'identité, comme la théorie de la mobilisation des ressources, qui s'attarderait trop aux intérêts de l'individu, ne pourrait saisir la complexité et la socialité de l'identité collective. Nous retiendrons surtout, que de donner sens en commun, l'adhésion à un mouvement, l'attrait pour une idéologie et plus précisément l'identification à une action collective s'élabore par divers principes

communicationnels. Nous tenterons de concevoir de quelles façons ils sont construits et comment ils agissent sur l'individu, la collectivité ou l'action.

Pour ce faire nous nous baserons beaucoup sur l'approche de Melucci qui met au centre de son explication de l'identité, une relation à l'autre construite et évolutive : "Collective identity is an interactive and shared definition produced by a number of individuals (or group at a more complex level) concerning the orientations of their action and the field of opportunities and constraints in which such action is to take place" (1996, p.70). Il précise en premier lieu que l'identité collective est un processus impliquant une « définition cognitive » ou, une connaissance du monde particulière et une réflexivité, permettant d'élaborer des objectifs, du sens et un champ pour l'action. En deuxième lieu, il ajoute que l'identité collective est un processus qui se réfère à des réseaux de relations actifs où des acteurs interagissent, communiquent, s'influencent, négocient et prennent des décisions. En dernier lieu, il met de l'avant l'investissement émotionnel essentiel à une identification collective qui permet à l'individu de sentir qu'il fait partie d'un tout. Selon Melucci " There is no cognition without feeling and no meaning without emotion" (1996, p.71). À partir de ces définitions, que nous ferons nôtres, nous tenterons de comprendre de façon originale, cette construction communicationnelle et interactive de l'identitaire et du collectif.

Une définition cognitive

Une identité collective est donc, selon Melucci, accompagnée d'un travail cognitif de réflexion et d'élaboration de connaissances. Ce travail plus rationnel et objectif viendra compléter celui plus subjectif, qu'est l'attachement émotionnel abordé

plus loin dans ce chapitre. Encore une fois, bien que sur papier ces deux processus soient analysés séparément, il ne faut pas oublier qu'ils agissent conjointement dans la réalité. Les processus de réflexivité ne peuvent s'effectuer simplement de façon rationnelle, ainsi les émotions, qui sont davantage spontanées, viennent toujours s'y mêler un tant soit peu. Les acteurs de la modernité prennent donc le temps de réfléchir, sans se couper de leurs états affectifs, sur la connaissance qu'ils ont de leur situation ; ils posent aussi une réflexion sur les acteurs susceptibles d'en arriver aux mêmes conclusions et sur le sens, les objectifs et l'espace des relations qu'ils entretiennent avec eux. Graduellement, des principes idéologiques sur l'essence de l'action, sa direction et sa situation dans la société seront construits et reconstruits sans cesse.

Il est impossible d'affirmer que le travail cognitif précède l'identité, ou vice et versa. Il est même difficile de saisir la place de l'identitaire par rapport à l'action. Faut-il d'abord s'identifier à une collectivité ou à une cause pour ensuite se lancer dans une action ? Ou au contraire faut-il d'abord avoir vécu une action collective pour ensuite s'identifier à une pratique sociale et à ses acteurs ? Nous croyons que de telles questions, qui reviennent à se demander si l'oeuf a précédé la poule, ne sont guères constructives. Nous croyons plutôt que le travail cognitif, l'identification et l'action sont trois processus qui se complètent et qui travaillent conjointement à approfondir à la fois, la réflexion, l'identification et l'action. Tous trois sont interdépendants. Bien entendu, pour chaque mouvement en action, ou même chaque individu, ces composantes agissent à différents niveaux. Par exemple un groupe de défense de droits peut avoir oeuvré à élaborer une réflexion poussée sur ce qu'est l'égalité ou ce que signifie la dignité. Cependant, les actions, tout en demeurant collectives, peuvent être accompagnées d'une

faible identification de la part des participants qui n'y verraient pas un investissement personnel important.

Peu importe l'intensité de chaque composante, elles sont toujours reliées entre elles par un langage commun. En effet, l'élaboration d'une connaissance propre à une identité / action collective s'exprimera toujours par des mots, des symboles, des images, des incorporations, des espaces, et des temporalités particulières¹². Les réflexions d'acteurs plus ou moins regroupés viseront à donner sens par exemple à des symboles non reconnus par les pouvoirs en place. Sur ce point, l'élaboration de l'identité acadienne est intéressante. Les Acadiens se sont approprié une histoire peu ou pas racontée par les livres officiels. Ils ont recréé leur histoire en faisant leur des événements, des images, des symboles et des nominations jusqu'alors oubliés, ou qui portaient une signification autre. L'appropriation réflexive de connaissances historiques, juxtaposée à une identification forte des Acadiens et à des actions collectives stratégiques au Canada et aux États-Unis, ont permis et contribué à l'élaboration de ce nouveau langage et à sa légitimation dans les populations visées.

En dehors d'images, de symboles et de mots, une définition cognitive identitaire, nous l'avons mentionné plus haut, est porteuse de temporalités, d'espaces et d'incorporations particulières. Ces trois expressions, qui travaillent à former un langage identitaire, sont peu étudiées dans la sociologie traditionnelle. Voyons comment elles forgent et s'adaptent à une identité, comment elles participent à une réflexion et à une connaissance du monde particulière. Nous présenterons ici la sociologue Monique

¹² Nous proposons une définition large du langage, inclusive de signes non verbaux, mais tout aussi "parlants" et significatifs.

Haicault qui a largement travaillé sur l'expérience sociale quotidienne et en particulier sur les catégories de la pratique que sont le temps, l'espace et le corps.

Le temps évoque une entité stable, mais demeure un construit social, nous l'avons déjà relevé au chapitre précédent. L'action collective n'échappe donc pas à une appropriation réflexive du temps et travaille constamment à le redéfinir en fonction de ses objectifs, du sens et du champ de l'action. Les acteurs peuvent avoir construit une perception du temps marginale par rapport à celle imposée par les pouvoirs établis, ce qui facilitera la mise en place d'un sentiment identitaire. Par exemple, des groupes de « Simplicité volontaire ¹³ » au Québec ont une conception du temps où la performance est rejetée. Les temporalités informelles sont davantage valorisées. Le temps devient un élément de réflexion qui doit correspondre à des choix, individuels ou collectifs, et non à des cadres imposés, non voulus. Le mouvement des femmes oeuvre aussi depuis longtemps à répandre dans le milieu du travail une temporalité plus souple, où la prise en charge de la famille est compatible avec un travail décent.

L'identité du groupe est construite et exprimée à travers ce choix de temporalités précises. En ce sens, une définition cognitive des temporalités sociales devient un langage, puisque les temporalités préconisées sont présentées comme des messages lancés à la société, comme une manière d'être que l'on souhaite partagée ou reconnue par une large part de la population. L'expression d'une temporalité dans la société, « dira » ce qui unit une collectivité dans l'action. Par ailleurs, à l'intérieur même de l'organisation d'un mouvement on peut saisir des caractéristiques de ce langage

¹³ La Simplicité volontaire est la présentation d'une manière de vivre, élaborée par Dr. Mongeau, qui s'oppose au mode de vie performant de notre société et qui a donné naissance à des groupes d'entraide dans différentes municipalités au Québec.

identitaire. Cherche-t-on à atteindre des objectifs rapidement, sur un temps long, ou sur un temps indéterminé ? Le déroulement des réunions se fait-il dans un cadre formel ? Y a-t-il un temps pour comprendre la conjoncture ; comment cela s'exprime-t-il ? Quelles caractéristiques auront les temporalités accordées au recrutement, à l'information, aux manifestations ? Etc. Ces manifestations temporelles internes seront l'expression, ou du moins, exprimeront à l'externe le sens quotidien de certaines revendications.

L'espace produit aussi des signes identitaires, du langage. Selon Haicault, quel qu'il soit, l'espace est le lieu de la construction de la sociabilité et des rapports sociaux.

En sociologie, un espace est toujours qualifié. Il est urbain, rural, dense, circulé, bâti, traversé, habité, etc. C'est sa matérialité, si l'on peut dire. Mais il est aussi immatériel dès lors qu'il est politique, idéologique, témoin matériel des rapports de forces entre groupes sociaux, expression du pouvoir en place, manifestation aussi des formes-pensées dominantes et des enjeux d'une époque concernant sa production, son aménagement.
(2000, p.25)

Elle précise ensuite que ces mêmes espaces et d'autres peuvent exprimer des oppositions aux formes-pensées dominantes. Ceux-ci nous intéresseront davantage. Plusieurs espaces peuvent ainsi être considérés, tel que l'espace politique comme mentionné : L'action se situe-t-elle dans un espace politique ? A-t-on des contacts au gouvernement ? Quelle distance prend le groupe face aux pouvoirs établis ? L'espace médiatique n'est pas à négliger de nos jours, car une bonne visibilité peut contribuer à souder des liens identitaires déjà en place. Une identité présentée sur la place publique, à travers les médias, acquiert une légitimité importante. L'espace d'action parle beaucoup sur l'unité du groupe : Occupe-t-on un large espace lors d'une manifestation et de quelle façon l'occupe-t-on ? Cet espace est-il reconnu par la société ? Les objectifs et le champ de l'action, surtout, seront aussi exprimés par le choix d'un lieu d'action : par exemple,

agit-on en face ou à l'intérieur d'une ambassade, d'une entreprise ou autre ? Le lieu ou l'organisation de l'espace d'une réunion, la présence et l'emplacement d'objets, renseignent et participent à construire un sens identitaire. Plus abstraitement, l'espace occupé mondialement devient une donnée identitaire où des liens internationaux sont créés et où des objectifs spécifiques sont exprimés. Dans le même sens, le caractère régional et localisé d'une action sera aussi riche de renseignements sur le message lancé, issu de réflexions concernant les connaissances des lieux et des espaces immédiatement disponibles. En s'attardant donc à la définition cognitive des espaces, on réalise qu'ils contribuent, comme les temporalités *et avec elles*, à la construction du langage identitaire, sa portée et son contenu.

Le corps est souvent relégué dans une rigidité matérielle, et pourtant il est avant tout imprégné d'une culture ; il se présente comme une mise en scène (Maffesoli, 1978) : « Le corps tout entier évoque l'expérience sociale par son sexe, ses marques, ses formes, son mouvement, ses manières de faire et d'exprimer, de traiter l'autre et d'accepter d'être traité, de transmettre et d'être façonné » (Haicault, 2000, p.23). Ces caractéristiques du corps font qu'il apparaît comme un langage où les codes varient selon le sexe, le milieu socioéconomique, l'environnement physique, les autres corps en présence, etc. Le corps produit et reproduit, exprime et réprime, se soumet et se révolte. On peut *lire* un corps, on peut l'entendre *dire*, d'où sa pertinence pour l'action collective.

Un acteur qui se lance dans une action collective aura certainement incorporé des manières d'être et d'avoir. En fait, l'intérêt que peut porter un acteur pour un mouvement, pourra être expliqué par des incorporations déjà acquises et bien souvent

qui n'expriment pas des codes reconnus par un ensemble social plus vaste. De manière assez évidente en général, les immigrés présentent ces types d'incorporations difficiles à conjuguer avec les modes de vie de la nouvelle société. Ils tenteront parfois d'obtenir une reconnaissance, comme dans le cas du foulard islamique. Parfois des incorporations plus subtiles sont difficilement revendiquées sur la place publique. Toujours selon Haicault, des doxas sont incorporées dès l'enfance, qui sont des catégories de perception du monde social et qui tentent d'imposer « une vision légitime de l'ordre existant, de ses hiérarchies, de ses relations de pouvoir, de ses classements » (2000, p.54). Certain(e)s sociologues ont permis de rendre visible la doxa de sexe, par exemple, surtout depuis les années soixante-dix. L'action collective cherchera dans la plupart des cas, à déconstruire ces « ordres arbitraires », et éventuellement à en proposer de nouveaux. Les corps participeront largement à cette déconstruction et à cette recherche d'incorporations nouvelles plus significatives, et plus justes aux yeux des acteurs. Une implication collective forte par une identification collective forte permettra de mieux communiquer le message du groupe. En effet, une « présentation de soi » correspondante aux symboles du groupe sera facilitée. Par exemple, les féministes des années soixante-dix ont eu à présenter l'image d'une femme forte, apte à travailler, à prendre des responsabilités extérieures à la famille ; une femme libérée, autonome. Les mots, bien sûr, expriment ces sentiments mais, plus que tout, la correspondance des mots avec les postures, les habits, les mouvements et tout ce que montre et cache le corps, aura un impact plus puissant lorsqu'ils sont présentés publiquement. En somme, encore une fois, c'est par une définition cognitive plus ou moins consciente de l'identité collective que se développent et se maintiennent des corps socialisés et porteurs de signes nouveaux.

À l'intérieur même d'un mouvement, le corps occupe une place centrale. Il sera porteur de rôles : qui est le leader ? qui sont ses plus proches associés ? quelles personnalités lui seront réticentes ? Les habitudes et compétences acquises par les corps seront aussi des atouts pour façonner une identité : Quelle aisance auront les corps lors d'une manifestation ? La violence sera-t-elle valorisée ? Aussi, dans plusieurs mouvements, bien que les demandes centrales ne soient pas reliées aux droits des femmes, ces questions peuvent revenir¹⁴ et exiger des corps qu'ils soient avant tout sexués.

L'élaboration d'un langage identitaire n'est en somme pas seulement perceptible dans les mots utilisés. Divers codes de communication seront employés pour exprimer une réflexion non conventionnelle sur une partie ou l'ensemble de la société. En fait, plus le langage sera original, plus le conflit et le rejet des modes de pensées dominants seront importants. Nous ne croyons pas, comme Manuel Castells (1999), qu'il existe des identités-résistances et des identités-projets. Lorsque nous nous attardons au langage identitaire, il est toujours possible de déceler des signes de refus, mais aussi des signes nouveaux. La simple mise en action est signe qu'il existe une autre façon d'être. Entre autre, le langage corporel, le langage spatial et le langage temporel exprimeront cette originalité, subtile parfois, mais toujours présente. S'il arrive que les acteurs ne puissent répondre concrètement à la question « mais que voulez-vous d'autre au juste ? », ils en présenteront des esquisses dans les symboles, les espaces, les temporalités et les présentations de soi choisis. Car, la décision de poser une action démontre qu'ils ont bel et bien fait un choix, que ce choix provienne d'une réflexion consciente ou non.

¹⁴ Par exemple dans les mouvements de défense des droits des personnes à faible revenu, des mouvements contre la violence, des groupes à vocation internationale, etc.

Ajoutons par ailleurs que le langage, tout en étant résistance *et* projet, constitue aussi parfois une expression de l'idéologie dominante. En effet, les acteurs ne rejettent pas tout de la société en place. Si tout était refus, le langage serait si différent que la communication avec la société et les pouvoirs établis ne pourrait en aucun cas être établie. Ainsi, pour qu'une action collective soit efficace, elle doit présenter des éléments de concordance avec les systèmes symboliques en place. Le degré et les thèmes de refus et d'acceptation varieront d'une action à l'autre mais seront centraux dans la compréhension de l'identité du groupe. Lorsque les « nègres », les « immigrés » et les « personnes à faible revenus » acceptent la nomination des pouvoirs établis, ils s'assurent une certaine écoute (les gens sauront qui ils sont) et se donnent aussi la possibilité de compléter la définition choisie par les dominants (en démontrant les conditions de vie négatives des acteurs représentés dans ces catégories).

En somme, une définition cognitive des objectifs, du sens et du champ de l'action naît et se construit par des espaces, des temporalités, des corps, des mots, des symboles qui se présentent aux acteurs. Le langage développé présentera des traces de résistances, de projets et de similarités face aux dominants qui se combineront pour former une identité/action collective unique. Cette identité sera confrontée à un réseau de relations où elle pourra s'épanouir, se modifier et s'affirmer.

Des réseaux de relations

L'acteur en action aura à construire un réseau de relations où il pourra à la fois affirmer son autonomie et son identité. Ainsi, dans sa « présentation de soi », l'acteur affirmera son individualité, son originalité en tant qu'être humain, mais dans un même

temps, il confirmera son appartenance, ses similitudes face à un groupe ou une collectivité. À l'aide d'un langage commun *construit*, l'acteur utilisera divers moyens de communiquer ce rapport identité/autonomie, selon le type de relations auquel il fait face. En effet, l'acteur aura un réseau de relations qui rayonnera dans divers milieux non congruents.

D'abord, l'acteur établira des relations avec les autres acteurs impliqués dans l'action collective. Plusieurs niveaux d'implication (du sympathisant au militant) expliqueront plusieurs niveaux de communication et d'expressions identitaires. C'est dans ces réseaux, en grande partie, que l'identité collective sera élaborée et caractérisée. De nos jours, des identités très rigides (qu'adoptent certaines formes religieuses à caractère fondamentaliste), mais aussi très souples seront élaborées. Ces dernières donnent plus de liberté à l'individu, qui conserve une grande autonomie quant à la manière d'interpréter et même d'agir face à un idéal commun qui unit le groupe. Les relations entre les acteurs sont alors plus ouvertes car la loi du groupe ne prime pas sur la loi individuelle. Dans le cas contraire, le langage commun est si élaboré que les acteurs ont des normes communicationnelles à respecter pour toutes leurs relations. L'identité collective rime alors avec fidélité, unité et conformité.

Ensuite, des réseaux de relations s'élaborent entre les « nous » et les « eux ». Ces relations s'élaborent surtout lors d'un conflit. Ici les acteurs cherchent moins à exprimer leur autonomie, car la distinction entre « nous » et « eux » ne doit pas porter à confusion. Ainsi, bien qu'à l'interne, l'identité collective soit toujours en construction, la présentation de celle-ci à l'externe surexploite, dans ce cas, les caractéristiques unitaires du groupe/collectivité afin de favoriser, entre autres, la reconnaissance de cette identité.

Ici des communautés, politiciens, propriétaires, institutions, ou autres peuvent être inclus dans les réseaux de relations de l'action collective. Lors d'un conflit, le réseau sera toujours présent, mais les moyens de communication seront éventuellement plus limités ou indirects avec les principaux concernés, soit les agents opposés.

Qu'il y ait ou non un conflit, les relations avec les pairs, les « autres », existent toujours. Ces collectivités ou individus joueront un rôle important pour l'identité collective. Ils fourniront des outils pour la construction des identités, et permettront encore la présentation d'une identité qui sera complémentaire, parallèle, enrichissante, etc. Plusieurs actions collectives faisant partie d'une même communauté, d'un même espace d'action, se regrouperont par exemple pour tenter de trouver des points de rencontre sur certaines actions. Du matériel ou des locaux communs peuvent aussi surgir de ces mises en relation. D'autres réseaux se créeront à un niveau plus élevé ou plus bas dans une hiérarchie d'actions qui ont à peu près le même thème général, afin de mieux rejoindre un gouvernement ou de mieux rejoindre les citoyens. L'ancienneté d'un groupe peut aussi parfaire un réseau de relations, par les renseignements et conseils que peuvent prodiguer des acteurs plus anciens. Des relations avec les médias faciliteront la présentation publique d'un « nous » unitaire et fort, et développeront une visibilité positive. En somme des thèmes fort variés peuvent entraîner l'association de différents groupes et individus en action.

L'élaboration de tels réseaux de relations démontre une construction et une affirmation identitaire permanente mais surtout variée. En effet, les symboles, mots, incorporations, espaces, temporalités et autres signes du langage collectif utilisés ne seront pas toujours les mêmes si l'on s'adresse à un partisan de notre action collective,

aux pairs ou à l'instance à laquelle on s'oppose. Aussi, les moyens de communication varieront selon le réseau auquel on s'adresse : communication écrite, verbale, télévisée, directe, indirecte, banderole, etc. Toute cette complexité relationnelle évoque des liens qualifiables pertinents. Ces relations sont donc à observer car elles signifient un effort identitaire constant. Même le retrait social, c'est-à-dire lorsque les réseaux relationnels sont peu développés, est significatif, car il permet de qualifier le processus identitaire choisi par la collectivité.

L'investissement émotionnel

Les gens peuvent entrer en action en pensant que celle-ci sera rentable, en pensant que les gains seront au moins équivalents aux dons, que ceux-ci soient de nature temporelle, matérielle ou autre. Cependant, et Melucci insiste sur ce point sans l'élaborer largement, l'action collective ne peut se comprendre comme un simple geste calculé et rationnel. L'affection, le sentiment, la chaleur, l'émotion sont essentiels dans la formation et le maintien d'une action. En fait, le sens ou la signification que l'acteur donne à son action est à la fois objectif et subjectif ; objectif, car il participe d'une définition cognitive de l'action et subjectif, car les convictions de l'acteur se basent sur un sentiment d'appartenance, des émotions relatives à des expériences passées, une chaleur liée aux réseaux de relations, etc.

Georges Simmel, un des pères fondateurs de la sociologie, a su retracer les émotions à travers une compréhension des comportements sociaux. Néanmoins, il semble qu'aujourd'hui, le rôle des émotions dans les interactions soit davantage

reconnu, puisqu'inclus dans bon nombre d'études psychosociales ou sociologiques. Les recherches sur les mouvements sociaux ne dérogent pas à cette nouvelle tendance.

Tout d'abord, Pierre Livet, philosophe à la rencontre entre les sciences sociales et les sciences cognitives, définit l'émotion comme :

La résonance affective, physiologique et comportementale d'un différentiel entre un ou des traits perçus (ou imaginés ou pensés) de la situation en cause, et le prolongement de nos pensées, imaginations perceptions ou actions actuellement en cours. Ce différentiel est apprécié relativement à nos orientations affectives actuelles (désirs, préférences, sentiments, humeurs), que ces orientations soient déjà actives ou qu'il s'agisse de nos dispositions actuellement activables. (en italique dans le texte, 2002, p.23)

Ensuite, Guobin Yang, qui a étudié plus directement les mouvements sociaux, définit les émotions comme étant « understood as (1) self-feelings, (2) situational, (3) interactional and (4) temporal » (2000, p.594) Ces deux définitions se complètent, d'après nous, pour expliquer la place des émotions dans l'action collective. Ainsi, les émotions sont vécues à travers des contextes d'interactions et des contextes spatio-temporels particuliers qui présentent un différentiel quant à la perception que nous avons de ces contextes et le prolongement de nos perceptions générales. Nous pensons que dans l'action collective, des émotions sont partagées entre les acteurs et permettent de construire et de cibler l'identité du groupe.

Bien que la compréhension des émotions fasse figure de « nouvelle tendance », il n'est pas dit qu'autrefois les émotions étaient moins présentes. De tout temps, elles ont

été explicables et identifiables, mais aussi difficiles à cerner. Par exemple, les émotions sont vécues mais souvent non dites, verbalement du moins. La parole et l'écriture sont en effet très rationnelles, elles n'ont donc pas toujours les mots pour dire comment nous nous se sentons, ce qui nous retient dans une action. Aujourd'hui ces modes d'expressions sont néanmoins les plus aisément identifiables. Pourtant, aujourd'hui, comme par le passé, les émotions choisissent bien souvent des voies de communication plus subtiles. Le corps est dans ce cas riche d'expressions variées, mais il demeure fort difficile à lire. Une grande ouverture, un sentiment de bien être, une frustration peuvent être exprimés dans des gestes très simples qui paraissent en général anodins. Un coup de poing exprime une émotion, tout comme un regard ou une modification mineure des traits du visage. De plus, les êtres humains, en particulier les Occidentaux, ont mis tant d'accent sur la parole que les autres codes langagiers (tel que le corps, l'odorat, l'aménagement d'un espace, ou autres), nous apparaissent souvent pauvres et sans valeur. Ils sont pourtant riches d'expressions émotionnelles.

Dans son ouvrage *La nuit des prolétaires* (1981), Rancière retrace, malgré tout, des expressions émotionnelles induites dans les écrits des ouvriers du XIX^e siècle. En mettant à jour l'ambiguïté du personnage qu'est le prolétaire, « la scission qui affecte l'image du robuste travailleur (p.36) », Rancière a un mérite double. D'un côté, on découvre que la prise de parole du prolétaire rend visible une sensibilité qui était jusqu'alors masquée par un corps que seul un travail soumis et continu semblait caractériser. Par cette mise à jour, d'un autre côté, l'auteur casse l'image de l'homme prolétaire n'ayant pas accès au monde sensible, émotif. Le geste d'écrire est donc significatif, mais aussi les mots du prolétaire qui transmettent un désir, « (...) j'aurais

voulu être peintre (p.20)», et un rêve, « Parfois, pris d'un accès d'une importune gaieté, il fredonne un vieil air chéri que chanta son père (p.72) ». Dans ces écrits, les mots n'expriment pas des émotions claires, mais plutôt des lieux, des temporalités et des corps qui laissent place à l'expression de certaines émotions. Enfin, l'analyse que fait Rancière de ces écrits, montre l'enchevêtrement possible d'une expression sensible et articulée avec un corps rigide et soumis d'un ouvrier.

Pendant longtemps donc, et encore aujourd'hui parfois, on dissocie l'homme, en particulier celui qui est peu instruit, d'une expression articulée des émotions. Tout d'abord, il apparaît souvent qu'un travail, qui implique surtout le corps, associé à un manque d'instruction, qui réduit les possibilités d'expressions langagières, ne permettent pas aux pensées et aux imaginations de créer un différentiel propre à la naissance d'une émotion, si nous nous attachons à la définition de Livet. Ou alors si émotion il y a, son expression passe davantage par ce corps entraîné à la robustesse ou aux gestes répétitifs, qui laisse parfois surgir un rire puissant ou un acte agressif.

Ces illustrations montrent divers modes d'expressions des émotions, certains plus acceptés et reconnus socialement, comme la parole, d'autres moins, comme plusieurs gestes et bruits considérés plus instinctifs (cris, violence, rire, danse, etc.). Ces exemples montrent aussi l'importance d'associer le corps, l'espace, le temps et la parole pour bien apprécier la source, la portée et le caractère social des émotions. Selon le mode de vie, l'époque, le lieu, le sexe ou d'autres facteurs, les gens empruntent des voies variées pour exprimer leurs émotions.

Des émotions devenues collectives seront celles qui auront emprunté la voie de la résistance, selon Livet (p.75). C'est-à-dire ici qu'un différentiel élevé entre les attentes

et les perceptions de la réalité, associé à un partage de cette émotion, moyen ultime de résistance, créera une émotion désormais collective, si vécue par autrui, qu'il soit anonyme ou non. Les premiers prolétaires, qui ont choisi de partager des émotions liées à des valeurs profondes, ont su constituer des émotions collectives, essentielles à la mise en branle d'un mouvement social. En fait, tout au long d'un processus d'action collective, l'acteur montre et cache des émotions afin de communiquer à la société qu'il n'est pas seul à vivre de telles situations, à vivre en fait des émotions qui ne cadrent pas avec les normes sociales en place.

Si en plus, les émotions prennent part à une aura esthétique dominante ces dernières années, comme le précise Maffesoli, nous ne pouvons plus les ignorer. Il semble que nous « écoutions » de plus en plus nos émotions avant d'agir, l'action collective serait donc baignée de cette nouvelle inclination, ou aura. Une réflexivité sur la connaissance pourrait avoir accentué la capacité de résistance lorsqu'une émotion se présente à nous. En effet, selon Livet la résistance s'accompagne d'une acceptation de l'émotion vécue, dans le cas contraire, où la résistance est impossible ou non désirée, une révision des attentes peut alors se produire ce qui provoquera une décroissance du différentiel, et donc de l'intensité de l'émotion. De manière imagée, l'auteur ajoute que les acteurs préféreraient désormais jouer des rôles, plutôt que de remplir des fonctions (1988, p.26). Remplir une fonction demande surtout efficacité, performance et assiduité ; quant au jeu de rôles, il est clair qu'alors l'acteur s'investit, il use à la fois de son « cœur » et de sa « tête ». La question identitaire a alors préséance et elle amène une définition plus prononcée des valeurs, qui se construisent à partir d'émotions déjà vécues. Nous pensons que les émotions ont toujours été présentes dans l'action

collective, mais qu'aujourd'hui elles méritent une attention particulière, étant donné l'intérêt que leur accordent les acteurs mêmes. Ainsi, les identités collectives seraient davantage construites sur des passions et des sentiments partagés, mis en commun.

Notre propos sur les émotions s'insère ainsi dans la pensée de Melucci qui les intègre au processus identitaire. Elles sont une des composantes de l'identité, elles participent donc à la structurer. Guobin Yang voit quelque peu différemment le lien entre les émotions et l'identité puisque, selon lui, l'importance des émotions dans l'action collective se situe au niveau de l'accomplissement émotionnel : "By emotional achievement, I mean the attainment of self-validating emotional experiences and expressions through active and creative pursuits" (2000, p.594). Il ajoute que l'accomplissement émotionnel reflète et contribue à l'accomplissement identitaire (p.596). Ici les émotions débordent du cadre identitaire, tout en demeurant en tout temps influentes. Repérer leurs essences et leurs directions nous renseignera ainsi sur le cheminement identitaire, mais aussi plus largement sur la mise en action, la poursuite d'une action dans le temps et l'espace, de même que l'arrêt d'actions qui ne signifieraient plus rien pour l'acteur.

Bref, l'identité collective est largement formée du sens objectif et du sens subjectif qu'un acteur tente d'octroyer à son action collective, en harmonie avec les autres participants. Retenons tout de même que cette identité ne se laisse pas réduire et qu'elle est aussi une définition des objectifs et du champ de l'action, tout comme une construction de réseaux relationnels où les différentes interactions créées permettent de mieux définir le « je », les « nous », les « eux » et les « autres ». Complexité du

phénomène oblige, une identité collective ne s'élabore pas du jour au lendemain. D'ailleurs, elle ne prendra pas un angle et une direction unique. Elle sera toujours un processus changeant, qui laisse place à l'élargissement et à l'ouverture de nouveaux espaces d'action, de même qu'à une profondeur temporelle et spatiale.

Des identités multiples, affectives ou instables, caractéristiques bien souvent des sociétés actuelles, ne sont pas moins pertinentes que les identités de type religieux que nous avons connues jusqu'à présent, et qui continuent d'obtenir une grande popularité. Elles reflètent la complexité de la vie quotidienne et montrent de nouveaux acteurs non réductibles (je suis femme, mère, travailleuse, pauvre, etc.) et perfectibles. L'action collective joue alors peut-être davantage sur le plan de l'éducation sociale, sachant qu'il est plus probable et efficace de voir des habitudes quotidiennes être modifiées, que de tenter de changer des lois dans des gouvernements souvent trop réactionnaires. Surtout, retenons que le langage de l'action collective est avant tout identitaire puisqu'il est constitué de réflexions cognitives, de relations entre réseaux et d'émotions multiples. En somme, l'expression de l'identité collective, qu'elle soit naissante ou largement développée, touche à toutes les sphères de l'action collective, les alimentant et se laissant influencer par celles-ci.

CHAPITRE IV

L'audiovisuel pour mieux comprendre l'action collective

Jusqu'à présent, nous avons élaboré quelques intuitions théoriques en lien avec la pertinence des processus communicationnels à l'oeuvre dans l'action collective. Cette communication s'est avérée multiforme et multidirectionnelle, à tous les niveaux étudiés. Nous avons donc cru bon de compléter une telle approche avec un document audiovisuel que nous avons conçu. La complexité des messages et langages créés à l'intérieur de l'action collective, de même que leur originalité, sont davantage perceptibles par la vidéo qui permet la transmission d'environnements et d'interactions plus complexes.

Notre document audiovisuel a été réalisé en grande partie au printemps et à l'été 2002, en parallèle avec l'écriture théorique. Cette double production est un « mouvement d'aller et retour entre les questions posées, les données disponibles, les résultats partiels et les notions théoriques retenues ou avancées » (Haicault, 2000, p.163). En conséquence, il nous est impossible d'affirmer que le travail théorique ait donné naissance au travail pratique ; tous deux se sont complétés et structurés conjointement au fil des semaines. Par exemple, d'un côté, nous avons choisi notre groupe pour produire le film en fonction de nos définitions théoriques sur l'action collective. D'un autre côté, nous avons construit et interprété nos catégories d'analyse suite à nos observations avant et durant le tournage. En fait, comme le mentionne Haicault (2000, pp 163-168), de façon générale l'audiovisuel ne peut être utilisé seul.

Des données statistiques, des récits de vie, des grilles d'analyse et bien sûr des prémisses théoriques doivent venir compléter la présentation d'images et de sonorités afin de les rendre plus significatives. Celles-ci ne parlent pas toujours d'elles-mêmes.

En conséquence, dans cette section, qui comprend le chapitre IV et V, nous compléterons notre matériel audiovisuel par des précisions techniques et théoriques, cette fois-ci en lien direct avec l'article vidéo. Dans un premier temps, l'audiovisuel comme technique de recherche et comme outil sociologique sera exploré. Puis, comme nos avancées théoriques des chapitres précédents pouvaient parfaire la compréhension de notre film, et vice et versa, sans que des liens directs soient émis entre eux, dans le chapitre suivant, il sera davantage question de réfléchir sur les liens possibles entre la théorie vue précédemment et le film.

Plus exactement, nous souhaitons dans ce chapitre exposer la pertinence d'un film comme complément à une étude théorique de l'action collective, et plus particulièrement comme complément de notre travail. Nous présenterons dans un même temps ses caractéristiques générales, puis ses avantages et inconvénients pour les personnes concernées. Enfin, nous présenterons les technicalités liées à la mise en forme de l'article vidéo, que nous avons décrites au préalable dans un document rédigé pour le *Comité de d'éthique à la recherche en sciences sociales et humanités à l'Université d'Ottawa*. Nous pourrons ainsi mieux circonscrire les contraintes et libertés qui ont participé à façonner le document audiovisuel final. Seront exposées aussi les conditions dans lesquelles nous avons créé l'article vidéo, de même que les caractéristiques principales de l'Association avec laquelle nous avons travaillé. Tout ceci afin de familiariser le lecteur avec ce médium, peu utilisé en sociologie, qu'est l'audiovisuel.

Pertinence de l'audiovisuel

En effet, l'audiovisuel n'est pas une méthode prisée en sociologie. L'anthropologie l'a pourtant exploité dès ses débuts, ayant saisi son utilité dans l'approfondissement d'une compréhension des rapports humains. Certes ce médium ne se prête pas à tous les sujets, comme ceux d'ordre macrosociologique ou ceux essentiellement théoriques ; cependant, nous avons pensé que l'étude de l'action collective se mariait très bien avec cette approche. En effet, à la base, l'action collective suppose une action, un mouvement non linéaire et plus ou moins prévisible. Des méthodes plus statiques comme l'entrevue, le questionnaire, la photographie ou le récit ne peuvent rendre compte à la fois de l'actif et du collectif. Car, dans l'action collective, nous sommes toujours en présence de collectivités, quelles soient plus ou moins organisées et plus ou moins stables. En mettant un accent particulier sur de telles évidences, nous pouvons mieux comprendre la place de la caméra qui cherchera à montrer des rapports complexes et originaux qui perdent de leur sens s'ils se retrouvent en dehors de leurs contextes d'origine. Ces regroupements et ces activités sont donc caractérisés par des interactions multiples qui n'ont de sens que si elles sont situées dans leurs environnements. Aussi, ces dynamiques peuvent se laisser montrer, mais difficilement démontrer puisqu'elles ne correspondent pas à des cadres d'analyse trop rigides. Bref, l'audiovisuel permet de montrer, montrer pour comprendre, comprendre une complexité, un travail et un langage présents dans l'action collective.

En fait, la communication, thème général (et peut-être parfois trop vague) de notre travail, exprime ce caractère interactif de l'action collective. Cette dernière naît, vit

et meurt dans et par la communication et les langages créés. Les interactions de façon générale en disent donc beaucoup sur l'essence de l'action collective.

Plus précisément, il est pertinent de s'attarder au rapport que les acteurs entretiennent avec les symboles qui les entourent : le corps, l'espace et le temps. Ces catégories de la pratique, présentées dans les chapitres précédents, représentent des médiums de communication autant utilisés, sinon plus, que la parole. Nous ajoutons aussi à ces catégories, la création d'images, qui constitue, pour l'action collective et particulièrement pour notre groupe à l'étude, une forme d'expression des plus percutantes. Tous ces médiums sont donc riches d'informations sur l'action collective. La pertinence de la caméra est des plus claire devant la construction de ces règles d'interaction complexes où plusieurs variables se conjuguent pour faire apparaître l'action collective. Avec la vidéo, nous comprenons encore mieux le travail de l'acteur qui se construit et construit sa collectivité à l'intérieur d'un environnement spécifique. Tout en considérant les contraintes matérielles, ce dernier sait inventer un monde où il aura à choisir, avec d'autres, des présentations de soi (individuel et collectif), des lieux d'action, des modes d'occupation de l'espace, de même que des jeux temporels spécifiques. Ces choix seront exprimés dans les diverses interactions, aussi subtiles soient-elles, qui exprimeront ce qu'est l'action collective : dans quels enjeux de pouvoirs se situe-t-elle ? Quels sont ses objectifs, son champ d'action, sa signification ? Quelle reconnaissance sociale obtient-elle ? Ces questions, comme tant d'autres, reçoivent une réponse à l'aide d'un regard et d'une écoute attentive sur les expressions spécifiques des catégories de la pratique.

Le niveau d'organisation et la stabilité de l'action collective choisie influent beaucoup sur les formes de l'approche audiovisuelle préconisée. Lorsque les collectivités sont relativement restreintes, relativement stables et relativement fermées, la caméra se meut plus facilement puisqu'elle est en face de corps, d'espaces et de temporalités assez bien définis. Dans de tels cas, la caméra se glisse dans le monde des acteurs et retrouve plus aisément leur cheminement. Les images et les sons significatifs sont aussi plus aisément repérables, en se basant par exemple sur des grilles d'analyse préalablement construites. Nous avons vu cependant que, de nos jours, parfois, un voile s'étend quelque peu sur la structuration de l'action collective.

Nous pensons que l'image et le son demeurent, et s'imposent même davantage peut-être, comme des points centraux de la vie quotidienne et spéciale¹⁵ des acteurs. En effet, les interactions suivent alors des codes moins stricts. Par exemple, les droits associés aux leaders peuvent être moins importants, ou tout simplement moins définis, ce qui aura souvent comme effet de réduire la prédictibilité d'un groupe. Ou alors, l'originalité des modes de fonctionnement et d'interprétations proposées par un groupe fait en sorte qu'il s'avère difficile de proposer des analyses comparatives. Cette imprévisibilité et cette originalité font en sorte que le mouvement entourant l'action est moins perceptible. Néanmoins ce flou grandissant laisse penser que l'action collective reprend davantage la complexité des rapports entre humains où l'affectivité se mêle à la réflexivité. Ainsi, à travers des rapports souples, adaptables et perfectibles, l'oeil de la caméra peut saisir les subtilités de tels modes d'interactions, qui tranchent avec d'autres

¹⁵ La vie spéciale des acteurs est liée à des activités ou des gestes qui sont accomplis une ou quelques fois. Le domaine public est souvent le lieu de la vie spéciale puisque les acteurs y rencontrent des espaces et des temporalités, par exemple, qui leur sont étrangers.

plus rigides et normatifs, que nous voyons plus fréquemment dans le monde de la politique ou des affaires.

Retenons surtout que l'image et le son renseignent beaucoup, peu importe que l'action collective soit plus ou moins structurée, car la complexité des rapports est toujours présente. Ainsi, la communication dans l'action collective est complexe, mais elle est aussi originale. Cette communication étant particulière, par son approche à la fois plurielle et unique. Plurielle car les agents visés sont multiples et nécessitent des approches variées. Unique puisqu'un langage est construit à travers l'action collective, langage qui a toujours un aspect original et hors normes. Ainsi, bien que la communication existe partout en société, nous pouvons voir dans l'action collective une construction langagière et communicationnelle nouvelle qui peut se comparer à l'émergence d'une mini-société, avec toutes les restrictions que cette comparaison impose. Évidemment cette mini-société n'est toujours que partielle et demande bien souvent à être intégrée à la grande société. Néanmoins, en se consacrant à l'effort déployé pour construire un système communicationnel, on peut saisir la créativité culturelle sous-jacente à l'action collective. Lorsqu'aucune opposition sociale ne structure l'action collective, il est certes plus difficile de définir l'originalité de la communication déployée ; il demeure malgré tout que des canaux et des approches sont valorisées, qui renseignent entre autres sur l'originalité du sens de cette action pour les participants.

Un rapprochement avec l'anthropologie est ici à faire. En effet, l'anthropologie étudie des petites sociétés pour en saisir les traits culturels particuliers. Nous voyons dans l'action collective une pertinence liée à son originalité, c'est-à-dire aux signes

nouveaux qu'elle construit et cherche à présenter à un ensemble social plus vaste. Dans les deux cas, les particularités des groupes étudiés peuvent se lire dans les diverses interactions avec le milieu, avec les temporalités, avec les acteurs internes ou externes, etc. L'audiovisuel permet alors de diffuser la subtilité et la singularité de l'environnement communicationnel, ses multiples champs, objectifs et significations, que construisent les petites sociétés, tout comme le fait l'action collective, dans une moindre mesure néanmoins.

Toute cette construction langagière, qui donne forme à l'action collective, nécessite une approche flexible. L'audiovisuel peut alors compléter des avancées théoriques qui ne pourraient rendre compte des diverses tendances, des multiples réseaux de relations, en bref, de l'environnement changeant de l'action collective. Dans de telles conditions, la méthode audiovisuelle doit présenter un support technique relativement discret (pour pouvoir changer les angles ou de lieux rapidement), puis le ou la chercheur (e) doit se prévaloir d'un horaire flexible. Néanmoins, nous croyons, comme Haicault, que cette adaptabilité ne doit pas conduire à produire du « cinéma vérité », où tout serait à filmer. Il faut plutôt tenter de saisir les éléments significatifs de l'action collective, détectés lors d'observations avant le tournage, tout en conservant une ouverture face aux imprévus et à la spontanéité des acteurs. Notre expérience, qui nous a conduits à créer un article vidéo avec l'*Association pour la défense des droits sociaux*, a engendré ce mariage, où cependant l'équilibre souhaité est toujours difficile à atteindre. Les discussions non officielles, où des idées significatives naissent, ne peuvent toujours être captées. Malgré tout, des comptes rendus lors des réunions peuvent retracer des bribes de ces événements qui paraissent a priori avoir peu de conséquences. De toute

façon, le choix des images et leurs significations ne sont que partiellement objectifs, ils demeurent en tout temps rattachés aux intérêts du ou de la chercheur (e).

Précisons donc encore simplement cette subjectivité des images. En effet, l'audiovisuel peut être utile dans de nombreuses situations, mais il ne permet pas de représenter la réalité. Les images ne sont jamais neutres. Les angles de prises de vue, les types d'activités filmées, les personnages filmés, la distance du caméraman sont tous des choix effectués par la camerawoman (moi en l'occurrence...) lors du tournage. Puis pendant le montage, les techniciens choisissent de conserver certaines images et sonorités de même qu'ils ont le loisir d'ajouter ou de supprimer des paroles, des silences ou de la musique. Toutes ces décisions sont liées à des hypothèses théoriques, mais aussi à des intérêts et des goûts personnels. Douglas Harper nommera « construction sociale de l'image » (2000, p.728), ce caractère relatif des images et ces choix qui lui sont associés, comme lors d'une photographie : « all photography is done from a theoretical perspective, but little of the theory is sociological » (p.729).

En définitive, nous n'avons point réussi à filmer le réel quotidien de *l'Association pour la défense des droits sociaux*. Nous avons simplement voulu montrer un effort communicationnel, une complexité relationnelle et une construction langagière aux visages multiples, significatifs au sein de ce groupe. Théoriquement, donc, l'utilisation de l'audiovisuel semble fondée. Mais qu'en est-il pour les personnes filmées ? Qu'en est-il pour ceux qui les regardent et les écoutent ?

Avantages et inconvénients

À n'en pas douter, la caméra a parfois des effets négatifs sur les personnes filmées. Nous ne pensons pas avoir été à l'abri, par exemple, de la profilmie, où la présence de la caméra amène les sujets à jouer, à se mettre en scène différemment que d'habitude (Haicault, 2000, p.180). Afin de réduire la profilmie et l'inconfort lié à la présence de la caméra, nous avons expliqué l'importance de ne pas modifier ses habitudes et nous avons précisé que la publication de l'article vidéo se ferait devant un public restreint. De plus, notre support technique était très discret, soit une caméra vidéo digitale et un micro multidirectionnel, pour les deux assemblées générales seulement. Nous pensons donc que les inconvénients furent légers, et que les conversations, en général, se déroulaient sans attention particulière à mon égard.

Nous avons exposé plus haut la pertinence de l'audiovisuel, ainsi nous pensons avoir présenté plusieurs avantages à l'utilisation de l'audiovisuel pour le chercheur. Nous souhaitons simplement ajouter ici deux avantages dirigés cette fois-ci vers le public et vers les personnes filmées. En premier lieu, à la fin du tournage et du montage, j'ai offert un visionnement aux membres de l'ADDS qui le désiraient. Ainsi, durant cette séance de visionnement, plusieurs membres étaient présents et ils ont été fort attentifs. Aussi, à la fin, ils ont semblé satisfaits du regard posé sur eux et ils ont pu prendre conscience de leurs activités, de leurs gestes, de leurs paroles et de leurs environnements. Par exemple, ils ont réalisé qu'un commentaire de Louise, sur le Gîte ami, d'apparence anodine, les avait amenés à réfléchir sur leurs idéaux et à poser de nombreuses actions. De telles prises de conscience, et d'autres encore, ont pu éventuellement bénéficier au développement personnel de chacun et au développement

du groupe. L'identification au groupe a certainement aussi été augmentée. En deuxième lieu, nous pensons que la diffusion d'un document audiovisuel est plus accessible que la diffusion d'un document écrit. Ainsi, des personnes peuvent visionner cet article vidéo comme un documentaire qui les renseignerait sur l'ADDS, sur l'action collective en général et ses particularités communicationnelles. Bref, on peut comprendre « quelque chose » de cet article vidéo sans avoir lu la thèse au préalable.

Mais d'abord, ici, intéressons-nous aux dessous de cet article vidéo, afin de mieux comprendre nos choix.

Déontologie

Maintenant que nous avons exposé la pertinence, les avantages et inconvénients de l'audiovisuel, nous pourrions préciser plus concrètement les démarches qui ont conduit à l'élaboration de notre article vidéo. Notre intérêt pour l'audiovisuel a dû se conformer à certaines règles établies par le *Comité d'éthique à la recherche de l'Université d'Ottawa* ; d'autres contraintes ont été davantage établies par le milieu dans lequel nous devons filmer (espace restreint par exemple). D'un autre côté, nous avons pu profiter d'une assez grande liberté, nous permettant ainsi de suivre l'Association dans bon nombre de ses activités. Puis nous avons joui d'une totale liberté quant à l'élaboration du scénario. En prenant conscience de ce cadre restrictif et permissif, voyons, pour commencer, comment l'*Association pour la défense des droits sociaux* (ADDS) devint notre objet d'étude et ce qui la caractérise.

En accord avec notre sujet d'étude, nous cherchions un mouvement social qui présentait un conflit par rapport à un pouvoir établi. Nous avons pensé que la présence

d'un certain conflit assurerait une production langagière plus intéressante et plus aisément perceptible. De plus, les caractères collectif et actif du groupe devaient être assurés, afin de bien correspondre à la définition de l'action collective de Melucci, étudiée dans le premier chapitre. Ici, un calendrier des actions collectives planifiées pouvait nous renseigner à ce sujet. Ensuite, nous cherchions un groupe situé dans l'Outaouais québécois, pour une question de transport et de langue (je ne suis pas totalement bilingue). J'ai consulté plusieurs sites internet afin de retracer des organismes/groupes/associations de la région. J'ai contacté un premier organisme (dont nous conservons l'anonymat) qui a refusé de participer, par peur d'être « infiltré ». Le second groupe que nous avons rejoint était l'ADDS, qui a accepté de me rencontrer.

Ce groupe se porte à la « défense » de droits sociaux, ce qui sous-entend une production de messages et une opposition claire. Aussi, lors de notre première rencontre, où j'ai expliqué l'essentiel de mon projet, j'ai appris que ce groupe était très indépendant par rapport au gouvernement (très faibles subventions) et qu'il tentait à la fois d'établir une communication avec la population, avec ses pairs et avec le gouvernement, auquel il s'oppose la plupart du temps. Ces trois niveaux de communication semblaient refléter une grande vitalité et rejoindre les propos théoriques que j'étais en train de construire.

En conséquence, nous avons choisi d'étudier les membres de l'*Association pour la défense des droits sociaux*. Comme cette Association défend surtout les droits des personnes pauvres, plusieurs de ses membres sont des assistés sociaux, des personnes en recherche d'emploi et des personnes à faible revenu. Ils ont aussi, en général, un niveau d'éducation relativement bas. Trois membres occupent un poste permanent (Johanne, Bill et Denis) et seront par conséquent plus étudiés (ou plus montrés) que les autres. Le

nombre de membres de l'association est variable. En fait, cette Association compte différents niveaux d'adhésion que l'on peut diviser approximativement ainsi : les adhérents actifs (environ 25), les adhérents passifs (environ 20) et les sympathisants (nombre difficile à cerner). Ils sont majoritairement des hommes, bien que les femmes y jouent un rôle important, et en général ils sont âgés entre 35 et 55 ans. Comme leur local se situe à Hull et que leurs activités externes sont davantage dirigées vers le Québec, leur langue d'usage est le français.

Nous avons filmé les sujets humains, de même que leur environnement. Trois facettes de la vie des membres de l'ADDS ont retenu notre attention, soit le quotidien, les assemblées générales (bimensuelles) avec les membres et les actions publiques. Nous voulions ainsi voir les corps se mouvoir dans divers environnements, saisir plusieurs jeux temporels, faire face à différents intervenants, etc. Avant de débiter le tournage, nous avons effectué au moins une séance d'observation sans la caméra dans chacune des situations afin de mieux en saisir la pertinence et la signification. Avant et pendant le tournage, nous avons tenté d'intervenir le moins possible dans l'environnement des membres afin de ne pas les intimider et aussi de conserver une certaine authenticité. Malgré tout, nous avons effectué trois entrevues, soit une avec Denis et une avec Johanne, afin de préciser l'histoire de l'Association et sa raison d'être ; puis une avec Luc Paris, un des membres, pour qu'il nous explique deux bannières qu'il avait créées pour des manifestations de l'ADDS. Concernant le tournage, dans un premier temps, nous souhaitions filmer plusieurs séquences étalées sur une semaine de vie quotidienne des membres présents dans les bureaux de l'Association, qui se situent dans une petite maison, au 18 rue Charlevoix à Hull. Cependant, nous n'avons pu recueillir beaucoup

d'images où le temps était informe, puisque les gens étaient facilement intimidés et aussi parce que nous aurions eu souvent à attendre plusieurs heures avant que « quelque chose » ne se passe. Dans un second temps, nous avons filmé deux assemblées générales, qui se déroulaient le 26 février et le 12 mars 2002 de 17 h à 19 h, toujours dans les mêmes locaux. En dernier lieu, nous avons assisté, avec notre caméra vidéo, à quelques actions et activités d'ordre publique, comme une réunion avec le *Comité régional pour une loi sur l'élimination de la pauvreté*, une rencontre avec monsieur Simard (le ministre de la région de l'Outaouais au niveau provincial) et, au même moment, une manifestation au bureau de monsieur Simard. Nous avons filmé sur une période d'un mois, de manière à ce que les préoccupations des membres soient les mêmes dans les différentes activités.

Le consentement des sujets lors du tournage a été obtenu à l'aide d'une lettre de présentation et d'un formulaire de consentement, présentés en Annexe 1. La majorité des membres n'ont pas lu la lettre avant de la signer, puisque plusieurs ont de la difficulté à lire. Néanmoins, personne n'a été récalcitrant à la signer. Je les avais avertis à l'Assemblée précédente qu'ils auraient un formulaire à signer, et je leur ai expliqué le contenu des lettres oralement avant de les distribuer.

En conséquence, nous avons recueilli environ sept heures d'images qui nous ont permis de construire le scénario d'un article vidéo d'environ trente minutes. Nous retenons les scènes visuelles et auditives qui montraient différents processus communicationnels. Nous avons voulu synthétiser en quatre actes des actions qui présentaient bon nombre de constructions langagières, de modes de communication et de niveaux de communication. Les particularités langagières et communicationnelles nous

sont apparues encore plus évidentes à la fin du tournage, ce qui nous a permis d'ailleurs de compléter notre travail théorique. Nous avons voulu montrer beaucoup d'éléments dans le film, mais nous avons pensé compléter cet exercice par un chapitre qui précise quelques-unes de nos prémisses théoriques, en lien avec les chapitres précédents, et qui ont donné sens au scénario.

CHAPITRE V

Regard sur l'article vidéo

Notre article vidéo a été élaboré avec l'aide de notre connaissance du monde que nous avons acquise au fil des ans, de même que nos intérêts théoriques. Ainsi, le regard que nous proposons sur l'*Association pour la défense des droits sociaux* et l'action collective en général, est loin d'être neutre. Le ou la lecteur (trice) de notre thèse, de même que le ou la téléspectateur (trice) doivent toujours garder ceci en tête. En particulier dans ce chapitre-ci, puisqu'il est question de certaines composantes de l'article vidéo que nous avons voulu faire surgir et que nous aimerions préciser par écrit.

Comme nous avons choisi de présenter le film en fonction d'activités et d'événements précis liés à l'Association, il peut parfois être plus difficile de retracer tous les éléments théoriques pertinents pour notre analyse. En effet, nous aurions pu présenter par exemple, une section complète sur le corps, où nous aurions approfondi les différentes utilisations qu'en font les acteurs de l'Association. Nous avons préféré reproduire un environnement plus complet, où le corps, encore une fois, se retrouve parmi des éléments qu'il affecte et qui l'affectent. Ce choix demeure approprié selon nous, en ce sens qu'il permet bien sûr de retracer les éléments théoriques dans leurs environnements propres, mais aussi de mieux comprendre le fonctionnement de l'Association en général et de donner plus de liberté d'interprétation au spectateur ou à la spectatrice.

En élaborant le scénario et même en travaillant au montage du film, nous avons retracé cinq modes de communication, de même que cinq niveaux de communication. Nous les avons déjà abordés plus ou moins longuement dans les chapitres précédents, nous pourrions donc nous appliquer ici à les analyser dans un contexte plus concret. Tout cet effort communicationnel représente, comme nous l'avons vu plus haut, l'ouverture de la société contemporaine à la séparation de l'espace et du temps, à l'appropriation réflexive de la connaissance et à la démocratie. Par ailleurs, l'observation de ces expressions langagières nous renseignera sur la place de la mésentente, du conflit antagonique et finalement de la construction identitaire. Bien sûr, l'analyse qui suit pourrait être beaucoup plus précise, néanmoins nous souhaitons qu'elle ouvre la porte à de nouvelles réflexions.

Avant d'aller plus loin notons qu'à travers ces multiples approches communicationnelles, une constante demeure : l'adaptabilité. En effet, les acteurs semblent développer une grande faculté d'adaptation puisqu'ils modifient leurs comportements en fonction de l'environnement dans lequel ils se trouvent et des agents avec lesquels ils interagissent. Cette attitude se transpose aussi couramment en société, toutefois ici elle nous intéresse plus particulièrement puisqu'elle semble avoir comme objectifs principaux, la diminution des conflits, l'élargissement de la compréhension, l'établissement d'une reconnaissance et plus globalement une communication plus efficace.

Modes de communication

Nous avons déjà mentionné les trois catégories de la pratique, étudiées par Monique Haicault dans ses films, que nous traitons ici davantage comme des méthodes de communication, soit le temps, l'espace et le corps. Nous avons bien précisé dans le chapitre méthodologique comment ces trois composantes pouvaient être perçues par l'oeil de la caméra. Nous ne pouvons cependant parler de communication dans cette Association sans aborder la place du discours et l'importance de la construction d'images comme moyen de communication. Les scènes recueillies sont assez éloquentes d'ailleurs à ce sujet. Voyons dès à présent quelques traits que nous avons retenus.

Il a été frappant de voir comment les membres de l'Association s'ajustaient aisément à différentes temporalités et les intégraient à leur quotidien. Si l'on revient aux études de madame Haicault, on pourrait dire que les membres avaient affaire à des temporalités discordantes ou à un temps social hétérogène (2000, p.29). Cette flexibilité est associée, d'après nous, à l'intérêt que portent les trois membres permanents, surtout, pour la vie de groupe ou, plus théoriquement, pour le développement identitaire et la démocratie. Ils cherchent constamment à être à l'écoute des membres afin que les activités choisies les touchent et les intéressent. Les différentes divisions temporelles s'effectuent donc en fonction de cet intérêt, tout en cherchant bien sûr à maximiser la reconnaissance et les gains sociaux.

Quelques images présentent des gens absorbés dans une discussion qui n'a pas de direction particulière. En fait, ces membres se retrouvent dans la salle communautaire durant la journée, en fonction de leurs disponibilités, des activités à organiser et de leur

désir de socialiser. Ils parleront alors parfois des activités de l'Association, mais surtout de tout et de rien. Ces temps libres et informels servent à tisser des liens, ces derniers étant importants pour le maintien d'une vie militante et associative, comme le mentionne Denis Desjardins en entrevue.

Lors des assemblées générales (un mardi sur deux, de 17 h à 19 h), l'ordre du jour présente une organisation qui laisse place à un temps plus structuré, que l'on retrouve de façon dominante dans le monde du travail (voir exemplaire de l'ordre du jour du 12 mars en Annexe 2). Néanmoins, une flexibilité demeure car malgré une division des tâches précise, aucune limite temporelle n'est accordée à celles-ci. L'intérêt des acteurs présents à la réunion primera donc sur un horaire trop serré, qui pourrait bloquer des échanges stimulants et passionnés. Par exemple, lorsque Louise apporte comme thème de la conjoncture, la fermeture du Gîte Ami, les membres sembleront fort concernés par cet événement et en parleront pendant un peu plus d'une heure.

Ainsi, comme nous venons de le voir les événements de la conjoncture occupent une place de choix dans l'organisation temporelle de l'Association. Bien qu'un plan d'action soit établi en début d'année et révisé en milieu d'année, une grande ouverture demeure pour certains événements d'actualité. Le temps peut alors être précipité et n'avoir, pour une courte période, qu'une seule direction, celle de se rapprocher de l'événement de l'actualité, de le modifier, d'obtenir un gain collectif. « L'événement Simard » dans l'article vidéo, symbolise cette attention complète (tout le temps) et générale (tous les membres) pour une action, soit ici la rencontre avec Sylvain Simard qui a été annoncée à la dernière minute. Lorsque cette action devient de l'ordre du passé, on retourne à l'enchevêtrement de temporalités plus lentes, mais toujours discordantes.

On peut voir encore une fois que tout se passe comme si les trois permanents cherchaient constamment à s'assurer que les actions posées gardent un sens pour les membres. En conséquence, une structure temporelle, qu'elle concerne une année ou une réunion, n'a de « sens » pour les permanents que si elle signifie quelque chose pour les membres. La rencontre avec le ministre Simard par exemple laissait entrevoir un gain qui touchait directement le quotidien des acteurs. Une mobilisation d'une semaine environ était donc justifiée. Le caractère hétérogène et changeant des temporalités de l'Association est donc directement lié aux objectifs, aux significations et aux champs des actions choisis par les acteurs.

Les jeux temporels seront aussi contraints par les espaces et les lieux d'actions. La séparation du temps et de l'espace, thème présenté par Giddens (1994), suppose en effet des recombinaisons spatio-temporelles sur des modes non définis, créant ainsi de nouvelles interdépendances. Par ailleurs, les mécanismes de dé-localisation font en sorte que les espaces et les lieux qui caractérisent l'Association sont fort variés et qu'ils expriment tous différentes identités, différentes actions, différentes relations sociales. Le lieu principal qui participe à la construction identitaire est sans aucun doute la maison du 18 rue Charlevoix. Sa visibilité dans le quartier a augmenté au fil des ans, laissant chacun visiter cette demeure comme bon lui semble, de plusieurs fois par semaine à une fois l'an. Sa salle commune au rez-de-chaussée est organisée de façon à créer une certaine chaleur, essentielle au maintien des liens. Une grande table commune permet d'accueillir une quinzaine de personnes à tout moment de la journée. Cette table est entourée de comptoirs et de matériels de cuisine, pour permettre aux membres et visiteurs de faire un café ou un thé, ou même un petit repas à l'occasion. Le tout reflète

une grande modestie qui retient de faire des abus et qui permet aux membres, qui sont presque tous des personnes à faible revenu, de se sentir à l'aise. L'espace restreint permet aussi une plus grande proximité des corps qui favorise une certaine chaleur. Lors des réunions, les permanents sont assis à différents endroits autour de la table de façon à favoriser la discussion et à permettre une meilleure démocratie. Les bureaux du second étage demeurent plus privés pour permettre aux permanents de travailler, ce qui semble bien respecté par les membres.

La raison d'être de l'Association demeure malgré tout l'espace public. Pour faire connaître leurs idées et les amener à gagner une certaine légitimité, les participants doivent oeuvrer à être reconnus et acceptés sur la place publique. L'opération de placardage, présentée dans le film, avait, entre autres, l'objectif de se donner une plus grande visibilité, d'amener la population à connaître l'Association. Bien sûr, la médiatisation de leurs actions collectives est bien souvent le meilleur moyen de gagner une reconnaissance sociale. Ainsi, l'espace médiatique occupé demeure en tout temps une préoccupation d'envergure et il est très significatif quant à la réussite d'un groupe. La petite manifestation devant le bureau du ministre Simard montre bien l'importance d'occuper un certain espace devant les médias. Les membres y ont amené des affiches pour marquer leur présence, de la musique aussi pour mieux "remplir l'espace". De plus ils se positionnent devant la caméra à la demande des journalistes, ou même de leur propre initiative. Tout est fait afin que la population et les agents contestés entendent leur message par l'intermédiaire de la télévision, de la radio ou d'un journal. On voit bien ici la dissociation du lieu et de l'espace (Giddens, 1994), puisqu'en posant une action dans un lieu précis, soit le bureau de ministre Simard, les personnes présentes

savaient que cet acte aurait une incidence plus intéressante sur ces espaces indéfinis que sont l'espace politique, médiatique et public.

Un certain malaise persiste toutefois chez les manifestants... comme si leurs corps de pauvres n'arrivaient pas s'imposer devant cette bureaucratie et cette technocratie si vastes. D'ailleurs tout au long de notre tournage, nous avons eu de la difficulté à comprendre ces corps, pourtant si présents à la caméra. La staticité des nombreuses réunions filmées a certainement contribué à créer cette difficulté analytique. Cependant, nous souhaitons tout de même avancer, très humblement, que la précarité physique et matérielle qui caractérise les membres de l'Association a aussi fait en sorte de réduire la mise en scène de soi. Ainsi, nous sommes en face de corps parfois moins confiants et donc moins mobiles et moins expressifs, avec certaines exceptions bien sûr. Et cela peut-être davantage lorsqu'ils sont dans des espaces qui ne leur ressemblent pas, comme lors de l'occupation des bureaux du ministre Simard.

Bien que la précarité caractérise beaucoup la présentation de soi, nous ne pouvons passer sous silence l'interaction de corps sexués. Notons tout de même que comme la plupart des images sont prises dans des rencontres officielles (réunions, assemblées), la sexualité des corps demeure peu présente. Nous pensons que les règlements de l'Association lors des assemblés générales, apparaissant sur la feuille qui présente l'ordre du jour, tendent à réduire tout commentaire qui pourrait mettre en valeur les différences entre les hommes et les femmes. En effet, il est écrit que "les commentaires sexistes ou racistes ne sont pas tolérés à l'ADDS" (Annexe II). Néanmoins, des distinctions plus subtiles persistent dans certaines attitudes ou la division des tâches. Par exemple, Johanne Desjardins est responsable, entre autres, de la

défense de droits sur le plan individuel. Lorsque les gens la rencontrent, l'information doit demeurer confidentielle car celle-ci provient souvent de la sphère semi-privée. Elle doit aider ceux qui ont des problèmes personnels, quels qu'ils soient, avec l'assistance sociale, le logement ou autres. Bill Clennett et Denis Desjardins, les deux autres permanents, touchent quant à eux essentiellement à la sphère publique, tout en ayant des tâches différentes à accomplir. Ainsi, la traditionnelle division privé/public est reproduite, mais cette fois-ci à l'intérieur du monde du travail, qui s'inscrit toujours dans une certaine composante de la sphère publique.

Nous demeurons surtout en face de corps qui vivent d'abord la précarité, plutôt que leur différence sexuelle. Le nombre de ces corps prend une grande importance pour le groupe, car il symbolise une certaine légitimité, et favorise une reconnaissance publique. En effet, devant les médias qui catégorisent vite, le nombre de participants donne du poids aux réquisitions d'un groupe. D'où, entre autres, l'effort des membres de l'Association pour le recrutement (placardage), d'où aussi l'effort pour le regroupement avec d'autres organismes lors de la défense de certains droits (présence de membres du *Comité régional de l'Outaouais pour une loi sur l'élimination de la pauvreté* lors de la manifestation au bureau du ministre Simard). Mais le nombre n'est pas tout pour les médias, l'originalité aussi compte, et cela les membres l'ont compris.

À défaut parfois de présenter un nombre important de manifestants, ils se munissent d'une image qui saura retenir l'attention. Cette image servira aussi à la transmission d'un conflit à la population, étant donné que celle-ci retiendra plus aisément une image-choc qu'un discours trop long. En conséquence, au fil des ans, les membres perfectionnent leurs présentations médiatiques et publiques en créant des

images, en produisant des mises en scène qui accrocheront le regard. Les banderoles de Luc Paris dans l'article vidéo, de même que l'image du « frigo vide » lors de la campagne de lettres expriment bien les préoccupations présentes de l'Association, et l'attention que ses membres portent à la création d'un effet percutant dans la population et dans les médias. Ici, le mot d'ordre est qu'une image vaut mille mots ou mille manifestants.

Les mots ne disparaissent pas derrière ces images pour autant. Les images permettent par exemple, dans certains cas, de justifier une entrevue avec une journaliste. C'est alors que Bill, figure médiatique connue et reconnue, est interrogé. Les médias le cherchent, c'est lui qu'ils veulent, son visage mais aussi ses paroles. Son discours se veut accrocheur sans pour autant être réducteur. Les mots, les paroles et les discours représentent donc le cinquième mode de communication étudié ici, et non le moindre. Il est omniprésent dans le film, mais aussi dans la vie de l'Association. En effet, les membres travaillent constamment à créer et à transmettre un discours cohérent sur la pauvreté, sur les droits des personnes à faible revenu, sur les chevaux de bataille de l'Association, etc. La justification de l'invitation de Ruth Rose dans l'article vidéo, une spécialiste des questions juridiques des personnes à faible revenu, symbolise ce désir de cohérence, ce désir de compréhension, mais aussi ce désir de production d'un discours transmissible. Enfin, la discussion autour du thème du Gite Ami dans l'Acte III a montré cette appropriation réflexive de la connaissance qui caractérise notre société. Les membres ont débattu une nouvelle qui aurait pu être considérée comme un fait immuable.

Bill est souvent le détenteur du discours le plus complet de l'Association. Il est donc celui que les médias veulent entendre, mais aussi celui qui expliquera aux membres les situations auxquelles ils auront à faire face. Ces discours augmentent la compréhension des membres devant les événements de l'actualité, les choix des organismes affiliés, les actes des gouvernements, etc. Ces discours favorisent ensuite la prise de décision de la part des membres concernant les actes à poser. Ces discours démocratisant contribuent donc à créer une discussion éclairée, mais souvent difficile, étant donné le faible niveau d'instruction de la plupart des membres.

La démocratie et le respect demeurent des points centraux à l'intérieur des assemblées, nous l'avons vu par l'organisation de l'espace, mais elle l'est aussi par la parole. Au début de l'Acte III, nous entendons, par exemple, Johanne donner la parole aux différents intervenants. De plus, de ce que nous avons vu, nous pouvons dire que les décisions sont, plus souvent qu'autrement, prises en groupe, après des sessions d'information, des partages d'opinions et l'appui de propositions. En somme, une parole respectueuse et démocratisante est largement répandue dans cette association, ce qui favorise l'échange entre personnes qui proviennent d'un monde où l'on éprouve parfois des difficultés ou de la gêne à parler devant un groupe.

Nous avons voulu ici exposer les cinq principales mises en scène, expressions, symboles ou les principaux modes de communication déployés par l'Association et rendus visibles par notre article vidéo, soit le temps, l'espace, le corps, l'image et la parole. Ceux-ci participent tous de différentes manières à l'expression du conflit, à la construction de l'identitaire, à l'élaboration d'un langage commun et à la mise en marche d'actions concertées. Ils agissent tous sur les diverses interactions, directes ou

indirectes, qu'entretiennent les membres entre eux, avec les agents contestés et avec leurs pairs, tel que la population, les médias et d'autres organismes qui présentent un ou plusieurs intérêts similaires. Regardons un peu plus en détail quelques situations où ces différents niveaux de communication sont mis en évidence.

Niveaux de communication

Tout d'abord, avant, pendant et après les assemblées générales de l'Association, nous observons une certaine proximité corporelle, due en partie à l'étroitesse du lieu de réunion, mais aussi aux liens qui unissent les gens. Nous pouvons remarquer ensuite une plus grande aisance corporelle dans les mouvements et les postures, surtout en dehors du cadre officiel de la réunion, où l'on se permet de rire et de se raconter. Lors du cadre non officiel des visites quotidiennes, les membres se saluent sans se soucier des règles de politesse qui régissent la vie publique. Ils se retrouvent entre amis, chez eux.

Lorsqu'ils fréquentent une population qui pourrait être réceptive à leurs idéaux ou même être susceptible de participer à leurs activités - l'espace public est souvent ce lieux de rencontres - le corps devient alors un médium important. Le membre portera par exemple le macaron de l'ADDS et parlera de l'Association et de ses actions. Cependant, ces images n'ont pu être réellement présentées dans l'article vidéo.

Avec les médias et les organismes associés, le cadre temporel se rigidifie. L'espace fréquenté devient souvent celui des autres (l'espace public est encore celui de tout le monde). Ainsi, le corps se rigidifie et se conforme aux normes sociales de présentation de soi. Surtout devant les médias, on s'assure de dire et de faire en fonction de la cause à défendre, et des choix effectués au préalable. Lors de la conférence de

presse, à la fin de la campagne “Crise de fin de mois”, les membres s’étaient entendu pour ne pas être totalement satisfaits de la décision du gouvernement. Leurs discours, l’affiche « victoire ? » au fond du réfrigérateur et leurs applaudissements exprimaient bien cette ambiguïté qui se devait d’être partagée par tous. En fait, devant les médias, l’unité du groupe doit apparaître, contrairement aux assemblées générales où l’opinion de chacun compte.

Maintenant, face à certains représentants, ou simplement face à des instances, tel que le gouvernement, d’autres stratégies de communication sont utilisées. Ici les médias agissent souvent comme médium de communication, car il est souvent difficile d’être directement confronté à l’agent visé ; la rencontre privée avec le ministre Simard constitue en ce sens une exception. Nous prenons ici le concept de “stratégie” puisque les modes de communication choisis, comme les présentations de soi, les modes d’occupation de l’espace, les choix temporels, les discours énoncés et les images construites sont davantage liés à une réflexion préalable. Tout cela dans le but de maximiser l’effet souhaité. Les discussions entourant le choix de l’image du “frigo vide” illustrent bien ce phénomène. En fait, c’est dans ce cadre que la plupart des images créées sont utilisées, bien que certaines soient explicitement construites dans le but de se faire connaître de la population en général, comme dans le cas du placardage des trois affiches créées à l’ordinateur par quelques membres.

En bref, notre article vidéo est riche de ces enseignements, et plus encore. Nous pouvons retenir que la construction du langage ou du message propre à l’Association, qu’elle soit traitée de manière historique (acte I), de manière actuelle (acte III), ou par

les rapports que les gens tissent entre eux, avec les pairs et avec les agents en opposition (Acte II), se situe toujours dans une approche hétérogène où le corps, le temps, l'espace, l'image et la parole participent conjointement. Cette construction langagière semble permettre ici une réduction de la mésentente, tout en affirmant publiquement le conflit antagonique qui sépare les gouvernements québécois et canadien de l'Association, face à la question de la pauvreté. Par les divers modes de communication employés, les membres se construisent aussi une identité collective, liée au conflit exprimé et au message lancé à la population. En fait, l'entrelacement des composantes étudiées dans les chapitres précédents est davantage perceptible dans l'article vidéo qui présente par exemple des corps intégrés dans des environnements spécifiques, des luttes de pouvoir, des liens amicaux, des échanges verbaux, des contraintes temporelles, etc. À nous, donc, de comprendre l'action collective, sa naissance et sa continuité, par ces principes communicationnels qui montrent l'action collective dans ses pratiques quotidiennes. Celles-ci en disent long sur les chemins parcourus et les destinations à prendre et même de façon plus générale sur l'ouverture communicationnelle qui caractérise désormais de nombreux rapports sociaux et sociétaux.

CONCLUSION

Le temps de quelques chapitres et d'un article vidéo a-t-il suffi pour exposer l'originalité, la pertinence et la complexité des processus communicationnels à l'oeuvre dans l'action collective ? Avons-nous compris que les acteurs cherchaient, par l'action collective, à se réinventer collectivement et socialement ? Mais surtout avons-nous retenu que cette réinvention, étant donné son caractère collectif et social, passait nécessairement par un effort langagier significatif ? En ce sens, comment comprendre l'action collective si ce n'est en passant par l'étude de ses divers procédés communicationnels ?

L'idée ici n'est pas de limiter l'étude de l'action collective à celle de ses langages, mais plutôt de voir que tout ce qui touche l'action collective, de près ou de loin, participe d'un langage. La structure organisationnelle, les ressources disponibles, les rapports politiques sociétaux, les facteurs historiques, tous ces éléments et bien d'autres, parleront de l'action collective puisqu'ils sont les expressions des rapports sociaux qui la construisent. En l'occurrence, lorsque nous montrons dans l'article vidéo quels messages transmettent les diverses approches temporelles sur l'Association, nous aurions pu tout autant nous attarder au langage de sa structure organisationnelle et tirer des conclusions similaires. Ainsi, avant tout, comprendre l'action collective comme un langage, ou comme un message lancé à l'ensemble de la société (Melluci, 1996), c'est aussi comprendre que ce message s'exprime sous de multiples formats, qui présentent tous un certain degré de pertinence.

Néanmoins, en s'attardant à l'ouverture communicationnelle qui caractérise nos sociétés actuelles, il est apparu que certaines formes langagières étaient plus adaptées que d'autres dans l'étude de l'action collective aujourd'hui. Dans une société où l'appropriation réflexive de la connaissance prime sur une approche traditionaliste de la connaissance, il semble par exemple que les facteurs historiques influent moins sur le langage d'un mouvement social. De plus, lorsque la séparation de l'espace et du temps se généralise, il apparaît que l'utilisation des ressources prend des formes plus complexes et difficiles à catégoriser. Enfin, un mode de pensée démocratique s'insérant dans la vie quotidienne des citoyens, il devient difficile d'étudier les formes traditionnelles d'organisations communautaires qui sont aujourd'hui bien souvent accompagnées d'autres styles de prises de décision. Maintenant, ayant constaté que ces phénomènes attachés à la modernité avancée se répandent, nous pouvons les lier à une réflexivité renouvelée sur l'espace, le corps et le temps, qui fait en sorte que ces catégories de la pratique se trouvent à être plus pertinentes et significatives. Ces expressions à la fois simples et complexes, visibles au quotidien, pourront souvent plus aisément rendre compte du collectif, de l'actif et de la complexité de leur fonctionnement. Malgré de telles évolutions sociales générales, le tout, si l'on cherche à étudier l'action collective, est de retracer les éléments significatifs pour le groupe, ceux qui ont le plus contribué à la construction du langage et ceux qui l'expriment le mieux.

Pour mieux appuyer nos propos sur les liens à établir entre le langage et l'action collective, nous avons proposé une analyse théorique de deux thèmes centraux dans l'action collective, et en particulier dans la catégorie des mouvements sociaux, soit le conflit et l'identité. Nous avons pu constater que tous deux prenaient source dans la

communication, qu'ils étaient vécus à travers un langage précis et donc que, pour saisir leurs sens, il fallait retrouver les éléments communicationnels qui les caractérisaient. Ensuite, nous avons réalisé un article vidéo afin de mieux saisir ces différents langages utilisés et ces multiples niveaux de communication qui peuvent parfaire notre compréhension de l'action collective, mais plus spécialement ici, celle de l'*Association pour la défense des droits sociaux*.

En l'occurrence, nous avons vu dans le chapitre sur le conflit, que la mésentente émanant d'une action collective, est le résultat d'une non-réciprocité ou d'une non-écoute de la part des pouvoirs établis. Cette non-réciprocité amène les acteurs à imaginer plusieurs moyens pour établir une reconnaissance, cette dernière étant essentielle si l'on cherche à donner sens aux actions posées et à assurer une écoute des demandes, des contestations, ou des propositions. Dans l'article vidéo, nous pouvons observer cette recherche de reconnaissance par l'importance de la présentation médiatique, avec l'utilisation d'images frappantes par exemple, et par l'activité de placardage à travers laquelle les membres souhaitent augmenter la visibilité du groupe et le nombre de participants. Par cette illustration, la théorie et la pratique se complètent pour montrer une pertinence et une complexité communicationnelle.

L'effort pour une construction langagière, quant à elle, apparaît davantage lors de l'étude de l'identitaire. C'est ici que « se réinventer » prend tout son sens. En effet, la construction identitaire à la fois personnelle et collective d'un mouvement social passe par une réflexion qui oblige la réaffirmation continuelle d'un soi privé et public. Ainsi, peu importe le degré de développement identitaire, il s'opère toujours un effort langagier qui amène à mieux s'informer, mieux se définir, mieux s'affirmer. Encore une fois, notre

article vidéo vient corroborer la présence de cette construction langagière à plusieurs reprises. En premier lieu, lorsque Denis Desjardins mentionne l'importance de laisser les gens s'intégrer à leur propre rythme et prendre la place qui leur convient, afin de s'assurer un réel « membership ». Ou même ensuite lorsque Bill Clennett propose d'inviter une avocate afin de mieux définir leurs objectifs. En dernier lieu, l'épisode sur le Gîte Ami montre cet effort pour construire un message représentatif et unifié qui permettra par la suite de poser des actions concertées.

De telles constatations mettent l'accent sur l'originalité sociale de l'action collective. Elle est le moyen le plus efficace, pour un simple citoyen, de présenter une réponse nouvelle à un problème existant. Elle peut même être un moyen de mettre le doigt sur un problème qui, jusqu'alors, était masqué ou accepté comme tel. Elle est aussi le pouls d'une vivacité sociale, du niveau de satisfaction sociale, de l'intérêt accordé aux questions politiques, etc. En bref, l'action collective entretient des liens réels avec la société, qu'elle refuse de voir comme une donnée immuable. Par conséquent, des liens concrets existent entre l'action, la société et la vie quotidienne des acteurs et des citoyens.

Néanmoins, il a souvent été noté, en sociologie des mouvements sociaux, qu'il existait une grande difficulté à identifier les impacts d'une action collective sur une société et donc sur la vie quotidienne des gens. D'ailleurs, nous ne nous sommes pas lancés sur cette voie dans notre travail car cela s'avère réellement ardu. Cependant, nous pensons qu'en approchant l'action collective par ses processus communicationnels propres, il sera plus aisé d'en saisir les conséquences sociales. En saisissant plus systématiquement les langages créés et les messages lancés, nous tirons le sens réel de

l'action. En conséquence, il peut s'avérer que les pratiques quotidiennes des acteurs qui ont été observées seront reproduites plus tard par de simples citoyens, de plus en plus nombreux.

En effet, l'impact d'une action ne se lira pas seulement dans les éléments structurels ou macrosociologiques d'une société, comme les lois ou les projets de société. Ils se liront dans les rapports de voisinage, les échanges familiaux, les rituels communautaires, les habitudes de consommation, etc. Ces situations s'étudieront mieux avec une approche qui considère le corps, l'espace, le temps ou d'autres symboles rattachés à une construction langagière.

Il peut paraître parfois illogique d'étudier des pratiques du quotidien pour tenter de comprendre des idéaux de petites et de grandes collectivités, ou des tendances sociales. Pourtant une telle approche s'avère être relativement efficace dans de nombreuses situations. Puisque notre société se présente sous un jour plus hétérogène, plus complexe et plus changeant, les éléments de la structure, par exemple, se trouvent à être davantage réactionnaires par rapport aux pratiques et aux idéaux de la population. Nous sommes en face d'êtres plus réflexifs, plus à l'écoute de leurs émotions, plus aptes à donner sens à des expériences collectives, plus contraints à faire tenir ensemble divers temporalités, espaces et corporités. Les nouvelles réalités qui les caractérisent doivent s'accompagner parfois de nouvelles méthodes de recherches, plus flexibles ou adaptées. En ce sens, un intérêt grandissant pour les expressions interactionnelles, les constructions langagières, les modes et niveaux de communication est nécessaire dans un cadre plus vaste que celui de l'action collective. Les pratiques quotidiennes proviennent, constituent et créent des langages auxquels il faut être attentifs, car ils

révèlent des idéaux, des intérêts, des conflits, des identités, et bien d'autres indicateurs sociaux. Enfin, peu importe qu'on retrouve ces langages dans un milieu familial, un réseau amical, une vie communautaire, un lieu de travail, ou une action collective ; ils sont significatifs pour nous puisqu'ils participent au fondement de l'individu mais surtout, par l'interactivité qui les caractérise, à la constitution des mondes qui l'entourent.

ANNEXE I

Lettre de présentation

Bonjour,

je me nomme Mariève Forest. Je suis une étudiante au niveau de la maîtrise en sociologie à l'Université d'Ottawa. Mon directeur de recherche se nomme Joseph Yvon Thériault, et il est enseignant au département de sociologie à l'Université d'Ottawa.

Dans le cadre de ma thèse de maîtrise, j'effectue une recherche sur les mouvements sociaux. Un mouvement social est un groupe présentant une certaine solidarité et qui exprime un conflit social ou une opposition face à un pouvoir établi. Plus particulièrement, je m'attarde à étudier l'aspect communicatif de ces mouvements, c'est-à-dire aux processus liés à la construction de messages.

Une partie de ma thèse consiste à produire un article vidéo. J'ai choisi de filmer les membres de l'*Association pour la défense des droits sociaux*, car ils représentent un mouvement social très dynamique. Ces membres lancent à la société québécoise, à la société canadienne et au monde, un message global qui ressemble à : "nous luttons pour l'élimination de la pauvreté et pour une meilleure répartition de la richesse". Je chercherai à l'aide de ma caméra vidéo à comprendre comment ce message, et d'autres, se construisent dans les activités quotidiennes. La communication à travers le langage verbal, mais surtout à travers le corps, l'espace et le temps, seront les éléments auxquels je m'attarderai.

En tout temps, si vous avez des questions sur la nature de la recherche ou ses implications, n'hésitez pas à me les poser.

Merci de l'intérêt que vous portez à ma recherche.

Nom de la chercheure: Mariève Forest
643-3180

Nom du superviseur: Joseph Yvon Thériault
562-5800 ext 1935

Formulaire de consentement

Je, _____, suis intéressé(e) à collaborer à cette recherche menée par Mariève Forest et supervisée par monsieur Joseph Yvon Thériault, du Département de Sociologie et de la Faculté des sciences sociales à l'Université d'Ottawa. L'objectif de cette recherche est de faire émerger le caractère communicatif des mouvements sociaux en filmant les processus qui sous-tendent la production de messages.

Ma participation consistera essentiellement à accepter d'être filmé(e) entre le 7 février 2002 et le 7 mars 2002, lorsque j'agirai comme membre actif de *l'Association pour la défense des droits sociaux*. Je pourrai continuer à agir "normalement" lors des séances de tournage. Cependant, il se peut que l'on me pose quelques questions, oralement, concernant mes impressions de l'Association, son histoire, ses projets, ses relations internes et externes. Je serai principalement filmé(e) aux bureaux de l'Association, situés au 18 rue Charlevoix à Hull. Trois séances de tournage sont prévues lors des réunions bimensuelles du 5 février, 19 février et 5 mars, de 17 h à 20 h. Ensuite des scènes du quotidien de l'Association seront filmées, soit du 7 février au 7 mars. Enfin, certaines rencontres publiques (manifestations par exemple) prévues entre le 7 février et le 7 mars feront l'objet d'enregistrements vidéo.

Une confidentialité totale sur les propos recueillis durant les séances de tournage, sera donc respectée pour une période d'au moins 4 mois après la fin du tournage. Par la suite, j'ai conscience que ma personne, mes paroles et mes actes pourront être vus et entendus par les gens qui participeront au montage de l'article vidéo. Avant la soutenance de la thèse et après un montage préliminaire, je pourrai visionner le vidéo et refuser de voir diffusées certaines scènes pour quelques raisons que ce soit. Suite à ces modifications la confidentialité du contenu de l'article vidéo ne pourra être garanti, puisque le vidéo sera présenté lors de la soutenance de la thèse et sera conservé par l'Université d'Ottawa. Les scènes de tournages non utilisées pour le vidéo seront conservées chez Mariève Forest dans un classeur pour une période de cinq ans et ne pourront être publiées ou même utilisées, sans l'accord écrit des membres de l'Association.

Aussi, mon anonymat ne pourra être garanti en aucun temps, puisque j'accepte d'être filmé devant un public pour cette recherche.

Je comprends que, étant donné que ma participation à cette recherche implique que je sois filmé(e), il est possible que cela m'intimide et me rende mal à l'aise. J'ai reçu l'assurance des personnes effectuant la recherche que tout sera fait en vue de minimiser ces inconvénients. Ainsi, l'appareillage cinématographique sera relativement discret et j'aurai eu l'occasion de me familiariser avec l'équipement avant le tournage. Malgré tout, il m'est conseillé de continuer d'agir "normalement" pour mon bien être et pour de meilleurs résultats à la recherche.

Je suis libre de me retirer de la recherche, de refuser d'être filmé ou de refuser de répondre à une question, en tout temps, avant ou pendant une séance de tournage, pour quelque raison que ce soit. Dans tous les cas, un refus ou un retrait n'occasionnera pas de préjudices (torts) sous aucune forme.

Pour tout renseignement ou toute plainte concernant la conduite éthique du projet de recherche, je peux m'adresser au Comité d'Éthique de la recherche avec des être humains, aux soins de la responsable de la déontologie en recherche, Catherine Lessage : 30 rue Stewart, pièce 301, (613) 562-5800 poste 5387, clessagea@uottawa.ca.

Il y a deux copies du formulaire de consentement, dont une que je peux garder.

Pour des renseignements additionnels, je peux communiquer avec la chercheure ou son superviseur aux coordonnées suivantes:

Mariève Forest
508 rue St-Jean, Gatineau, Qc
(819) 643-3180
formarievea@hotmail.com

monsieur Joseph Yvon Thériault
34, rue Stewart
562-5800 poste 1935
jtheriaua@uottawa.ca

Signature du/de la participant(e) : _____ Date : _____

Signature de la chercheure : _____ Date : _____

Je désire recevoir une copie de l'article vidéo produit suite à cette étude, qui sera disponible le 5 septembre 2002, au numéro suivant : (819) 643-3180

ANNEXE II



Association pour la défense des droits sociaux

18, rue Charlevoix
Hull (Québec)
J8X 1P1

téléphone: (819) 770-3839
télécopieur: (819) 770-3704

Règlements de fonctionnement	Ordre du jour de l'Assemblée du 12 mars 2002
<p><i>En se donnant ces règlements de fonctionnement, les membres de l'ADDS expriment leur volonté collective à militer ensemble dans un environnement où règne le même genre d'harmonie et de solidarité qu'il faut dans une société meilleur.</i></p> <p>1- <i>De l'alcool et de la drogue sont interdits lors des activités de l'ADDS. Les membres acceptent que lorsqu'ils consomment ces substances ils ne pourront pas venir aux activités de l'association.</i></p> <p>2- <i>Chaque membre de l'ADDS s'assure que son comportement soit respectueux envers les autres membres.</i></p> <p>3- <i>Les membres de l'ADDS doivent être respectés dans leur vie privée.</i></p> <p>4- <i>Les commentaires de nature sexistes ou racistes ne sont pas tolérés à l'ADDS.</i></p> <p>5- <i>Lors des assemblées de l'ADDS les membres s'assurent de :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• <i>Lever la main pour obtenir le droit de parole;</i>• <i>De parler pour un temps limité;</i>• <i>De rester sur le sujet;</i>• <i>De respecter le droit de parole des autres membres.</i>	<ol style="list-style-type: none">1. Lecture et adoption de l'ordre du jour2. Lecture et adoption du procès-verbal de la rencontre du 26 février dernier3. Suites au procès verbal et conjoncture<ol style="list-style-type: none">a) Isidoreb) Le Gîte Ami4. Placardage5. Coupure pour partage de logement<ol style="list-style-type: none">a) Retour sur l'action du bureau de Simardb) Campagne de lettresc) 1^{er} mai6. Varia

ANNEXE III

Figure 1

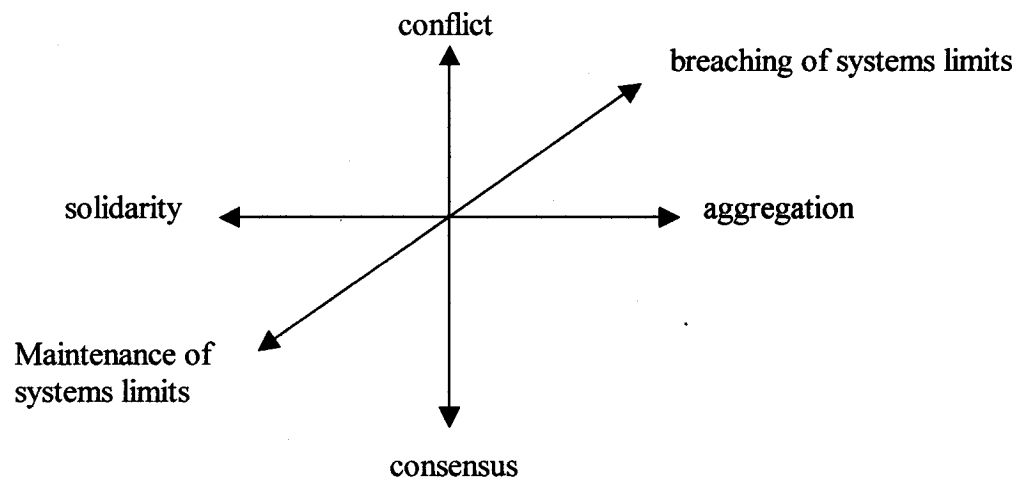
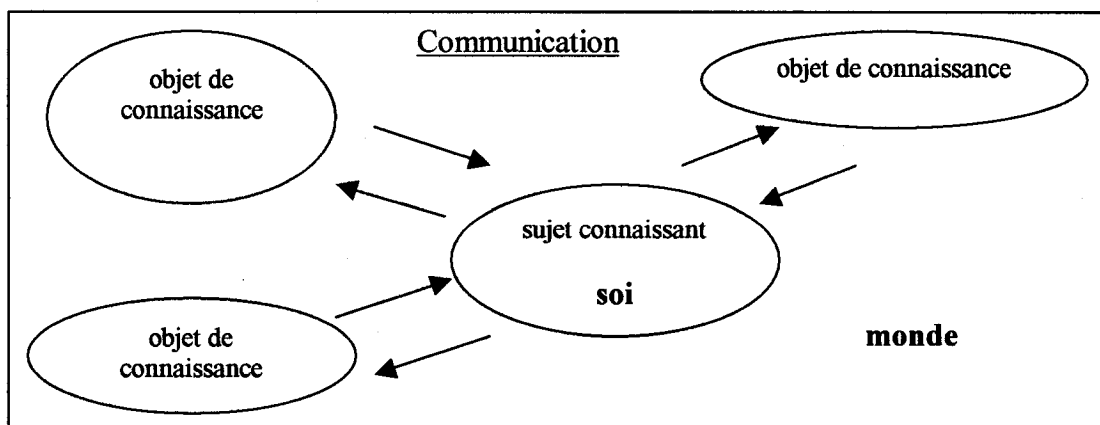


Figure 2



Bibliographie

- Bourdieu, Pierre 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard
- Castells, Manuel 1999, *Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard
- Clastres, Pierre 1974, *La société contre l'État*, Paris, Les éditions de Minuit
- Della Porta, Donatella et Diani, Mario 1999, *Social Movements an Introduction*, Oxford, Blackwell Publishers
- Elias, Norbert 1997, *Du temps* (traduction M. Hulin), Paris, Fayard
- Giddens, Anthony 1994, *Les conséquences de la modernité*, Paris, l'Harmattan
- Goffman, Erving 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne ; 2. les relations en public*, Paris, Les éditions de Minuit
- Haicault, Monique 2000, *L'expérience sociale du quotidien*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa
- Haicault, Monique (dirs) 1988, *La parole dans le film*, Aix en Provence, Laboratoire d'Économie et Sociologie du Travail
- Harper, Douglas 2000, "Reimagining visual methods", dans *Handbook of Qualitative Research*, Second Edition, de Denzin, K. Norman et Lincoln, S. Yvonna, Thousand Oaks, Sage Publications, pp. 717-732
- Hegedus, Zsuzsa 1989, "Social movements and social change in self-creative society", dans *International Sociology*, vol. 4, no 1, pp. 19-36
- Klein, Juan-Luis, Tremblay, Pierre-André et Dionne, Hugues 1997, *Au-delà du néolibéralisme*, Québec, Presses de l'Université du Québec
- Lefort, Claude et al. 1990, *Démocratie*, Paris, Presses universitaires de France
- Livet, Pierre 2002, *Émotions et rationalité morale*, Paris, Presses universitaires de France
- Maffesoli, Michel 1988, *Le temps des tribus, Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Meridiens Klincksieck
- Melucci, Alberto 2000, "Complexity, Cultural Pluralism and Democracy: Collective Action in the Public Space", dans *Social Science Information*, vol. 39, no 4, pp. 507-527
- Melucci, Alberto 1996, *Challenging Codes*, Cambridge, Cambridge University press

Melucci, Alberto 1996, "Individual Experience and Global Issues in a Planetary Society, dans *Social Science Information*, vol. 35, no 3, pp. 485-509

Melucci, Alberto 1993, "Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire", dans *sociologie et sociétés*, vol. 25, no 1, pp. 189-198

Naville, Pierre (dirs) 1970, *Épistémologie sociologique*, Paris, éditions anthropos

Polletta, Francesca et M. Jasper, James 2001, "Collective identity and social movements", dans *Annual Review of Sociology*, vol. 27, pp. 283-305

Rancière, Jacques 1995, *La mésentente*, Paris, Galilée

Rancière, Jacques 1981, *La nuit des prolétaires*, Paris, Fayard

Schnapper, Dominique 1998, *La relation à l'autre ; au coeur de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard

Schutz, Alfred 1987, *Le chercheur et le quotidien : phénoménologie des sciences sociales*, Paris, Méridiens

Touraine, Alain 1992, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard

Touraine, Alain 1981, *La voix et le regard*, Cambridge, Cambridge University press

Yang, Guobin 2000, "Achieving emotions in collective action : emotional processes and movement mobilization in the 1989 chinese student movement", dans *The Sociological Quarterly*, vol. 41, no 4, pp. 593-614